

## LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE SOUS SURVEILLANCE

Inclure les droits humains dans les stratégies d'investissement : évaluation extra-financière 2014 des 28 États Membres de l'UE

Article premier : Tous les êtres humains naissent libres

et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. Article 2 : Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera faite aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelcongue de sa souveraineté. Article 3: Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.





## **Partie 1. Méthodologie**

|   |    |
|---|----|
| 1. Portée de l'étude -----                                  | 6  |
| Portée géographique : Les 28 États membres de l'UE-----     | 6  |
| Enjeux liés aux droits humains -----                        | 6  |
| Les droits humains et la protection de l'environnement----- | 7  |
| 2. Structure de l'étude -----                               | 7  |
| 3. Choix des indicateurs et méthode de calcul -----         | 8  |
| Identification des indicateurs de droits humains-----       | 8  |
| Système de notation -----                                   | 9  |
| Pondération et classement global-----                       | 10 |
| Processus de collecte des données-----                      | 10 |

## **Partie 2. Indicateurs et résultats**

|   |    |
|---|----|
| Section A: Respect des droits humains par les États au niveau national -----                    | 11 |
| Critère 1 : Égalité hommes/femmes et droits des femmes -----                                    | 11 |
| Critère 2 : Non-discrimination (excepté discriminations liées au sexe)-----                     | 15 |
| Critère 3 : Droits des migrants et des réfugiés -----   | 19 |
| Critère 4 : Corruption et gouvernance -----   | 21 |
| Critère 5 : Cohésion sociale / Droits économiques et sociaux-----                               | 23 |
| Critère 6 : Système judiciaire droit à un procès équitable, torture et gestion des prisons ---- | 26 |
| Critère 7 : Liberté d'expression et droit à l'information-----                                  | 28 |
| Critère 8 : Droits au travail -----   | 30 |
| Section B : Respect par les États des droits humains au niveau international -----              | 32 |
| Critère 9 : Promotion de la justice internationale et des droits humains -----                  | 32 |
| Critère 10 : Aide au développement / Contributions financières à l'ONU -----                    | 34 |
| Critère 11 : Contrôle des armements -----   | 36 |
| Critère 12 : Promotion de la responsabilité des entreprises opérant à l'étranger-----           | 39 |
| Section C : Respect par les États de l'environnement et développement durable-----              | 41 |
| Critère 13 : Exposition environnementale-----   | 41 |
| Critère 14 : Gestion de l'environnement-----  | 44 |
| Annexe: Classement détaillé -----   | 47 |

## **Les États membres de l'UE sous surveillance Inclure les droits humains dans les stratégies d'investissement : évaluation extra-financière 2014 des 28 États membres de l'UE**

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) est heureuse de présenter le rapport 2014 relatif à l'évaluation extra-financière des 28 États membres de l'Union européenne (UE). Avec cette publication, la FIDH confirme son engagement constant à promouvoir l'investissement responsable.

Pour de nombreux investisseurs, les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) sont de plus en plus intégrés dans les processus de prise de décision en matière d'investissement ou de désinvestissement dans des entreprises. L'adoption des « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme » par le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies en 2011, ainsi que sa décision récente de travailler à l'élaboration d'un instrument international contraignant dans ce domaine, constituent deux jalons majeurs de la réponse internationale aux impacts des activités économiques sur les droits humains.

Les efforts visant à soutenir les pratiques d'investissement responsable ont à ce jour principalement porté sur la responsabilité des entreprises, et beaucoup moins sur les enjeux dits « extra-financiers » concernant les États souverains. Depuis 2001, date de la création de sa propre Sicav éthique « Libertés & Solidarité » et de l'élaboration d'une méthodologie de sélection des obligations et des actions, la FIDH s'intéresse à cette question et publie, tous les deux ans, son évaluation extra-financière des États membres de l'UE.

Alors que de nombreux pays doivent encore surmonter les effets de la crise financière internationale et les risques de récession, la FIDH estime que les crises économiques, sociales et environnementales ne peuvent être résolues qu'en plaçant les droits humains au centre des décisions économiques et politiques. Se concentrer sur des objectifs financiers à court terme ne permet pas de garantir la stabilité mais peut au contraire, et comme la FIDH l'a récemment documenté en Grèce<sup>1</sup>, générer des conséquences sérieuses en matière de protection des droits humains et d'environnement, en particulier pour les groupes les plus vulnérables.

Quels devraient être les critères déterminants d'une décision d'investissement ? Comment classer les États en fonction d'informations extra-financières ? Quels indicateurs utiliser ? L'objectif de cette étude est de définir une méthodologie et un système de classement permettant aux investisseurs d'évaluer dans quelle mesure les États remplissent leurs obligations en matière de respect, de protection et de promotion des droits humains lorsqu'ils prennent des décisions, aussi bien à l'échelle domestique qu'à l'international. L'approche de la FIDH se fonde sur le droit international et vise à alimenter la discussion entre les États, les investisseurs et la société civile.

Choisir des indicateurs relatifs aux droits humains est particulièrement difficile étant donné l'absence ou l'insuffisance des données en la matière. Les États et les organisations internationales recueillent encore trop peu de données quantitatives et qualitatives permettant une comparaison systématique des politiques et des « performances » des États dans le domaine des droits humains.

---

1. FIDH, Ligue hellénique des droits de l'Homme, Les droits au rabais : le coût de l'austérité en Grèce, Décembre 2014 (anglais). Disponible à l'adresse <https://www.fidh.org/La-Federation-internationale-des-ligues-des-droits-de-l-homme/europe/grece/16680-grece-un-rapport-denonce-les-atteintes-aux-droits-humains-resultant-de-la>

Nous espérons que cette étude, grâce à sa méthodologie, aux données qu'elle présente mais aussi en mettant en lumière celles encore non disponibles, contribuera au développement par les États d'indicateurs relatifs aux droits humains et à l'inclusion de ceux-ci dans les décisions d'investissement.

## Évaluation extra-financière 2014 des 28 États Membres de l'UE : classement

| Pays               | Classement Final |
|--------------------|------------------|
| Suède              | 1                |
| Finlande           | 2                |
| Danemark           | 3                |
| Slovénie           | 4                |
| France             | 5                |
| Autriche           | 6                |
| Pays-Bas           | 7                |
| Irlande            | 8                |
| Allemagne          | 9                |
| Luxembourg         | 10               |
| Estonie            | 11               |
| Lituanie           | 12               |
| Royaume-Uni        | 13               |
| Espagne            | 14               |
| Slovaquie          | 15               |
| Croatie            | 16               |
| Portugal           | 17               |
| République tchèque | 18               |
| Belgique           | 19               |
| Italie             | 20               |
| Hongrie            | 21               |
| Lettonie           | 22               |
| Roumanie           | 23               |
| Pologne            | 24               |
| Bulgarie           | 25               |
| Grèce              | 26               |
| Chypre             | 27               |
| Malte              | 28               |

# PARTIE I : MÉTHODOLOGIE

## 1. Portée de l'étude

### **Portée géographique : Les 28 États membres de l'UE**

Comme dans les versions précédentes de ce rapport, nous avons limité le nombre de pays évalués aux 28 États membres de l'UE, la Croatie, devenue membre entre-temps, venant s'ajouter à la sélection de 2012. Une fois encore, nous avons envisagé d'élargir le périmètre géographique de l'étude afin d'inclure certains pays de l'OCDE. Cependant, nous avons renoncé à cette éventualité pour le rapport 2014, et ceci pour deux raisons : tout d'abord, la plupart des pays de l'OCDE non membres de l'UE ne remplissent pas les critères fondamentaux d'inclusion de la FIDH, en continuant, par exemple, d'appliquer la peine de mort, en ne respectant pas les sanctions internationales et régionales à l'encontre de pays peu respectueux des droits humains, ou en continuant de mettre en pratique des lois discriminantes à l'égard des femmes et des minorités ; la deuxième raison est de nature méthodologique pour l'Islande et la Norvège (deux pays de l'OCDE qui remplissent les critères de la FIDH), deux pays pour lesquels nous manquons de données pertinentes.

### **Enjeux liés aux droits humains**

Les droits humains, dont l'importance a été consacrée dans plusieurs traités internationaux et régionaux, constituent une pierre angulaire devant réguler la conduite des affaires d'un État. Tous les États membres de l'UE sont parties à la Charte internationale des droits de l'Homme, qui comprend la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948), le Pacte international sur les droits civils et politiques (1966) et le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (1966). En outre, en adhérant à l'UE, les États membres s'engagent à respecter la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales (CEDH). Les États membres de l'UE ont donc l'obligation de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits civils et politiques (tels que le droit de ne pas être soumis à la torture, le droit à la liberté d'expression, le droit à un procès équitable, etc.) ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels (tels que le droit au logement, le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint, le droit à l'éducation, etc.).

C'est en se fondant sur ce corpus de droits que la présente étude évalue et compare les « performances » des États membres dans le domaine des droits humains. S'agissant de la définition du contenu de chacun de ces droits, la jurisprudence internationale et régionale – établie sur la base de décisions judiciaires ou de l'interprétation des organes de surveillance internationaux (par exemple les observations générales des organes de traités des Nations-Unies), fournissent une orientation essentielle sur la façon dont les gouvernements doivent s'acquitter de leurs obligations en matière de droits humains, y compris la dimension extraterritoriale de leurs obligations, cruciales et de plus en plus reconnues dans un contexte économique globalisé. La présente étude tient compte de ces obligations, s'appuyant notamment sur les Principes de Maastricht<sup>2</sup> et incluant une section qui se concentre sur les aspects internationaux des obligations des États.

---

2. Olivier De Schutter *et al.*, "Maastricht Principles on Extraterritorial Obligations of states in the area of Economic, Social and Cultural Rights" and "Commentary", 2012

L'étude de 2014 est divisée en trois parties principales : la partie A examine le respect des droits humains par les États au niveau national ; la partie B traite du comportement des États en matière de protection des droits humains au plan international ; la partie C analyse les efforts réalisés par les États en matière de protection de l'environnement.

Pour chaque partie, l'étude adopte une structure à plusieurs niveaux : partie>critère>enjeu>indicateur. Cette étude ne se prétend pas exhaustive. Toutefois, chacun des enjeux et des indicateurs sélectionnés reflète un aspect spécifique de la réalité juridique et sociale des États membres de l'UE et des risques de violations des droits humains, liées par exemple à des discriminations ou à l'exclusion sociale.

## **Les droits humains et la protection de l'environnement**

Le fait d'inclure une partie examinant spécifiquement la protection de l'environnement est conforme à l'approche de la FIDH et à son mandat, qui promeut et défend le caractère indivisible des droits humains. À cela s'ajoute la conscience que notre avenir dépend largement de la préservation d'un environnement durable pour tous. La FIDH reconnaît la relation intrinsèque entre la protection de l'environnement et celle des droits humains, ainsi que la nécessité urgente de s'attaquer au problème du réchauffement climatique. Il est donc inévitable que la présente étude prenne en compte des critères environnementaux. Cela dit, la méthodologie adoptée pour cette troisième partie diffère de celle choisie pour les deux premières. En raison de la spécificité des problèmes traités, la FIDH s'est appuyée sur des experts externes pour le choix et l'évaluation des critères, des enjeux et des indicateurs. La FIDH aurait préféré une approche intégrée, qui aurait permis d'incorporer directement les critères environnementaux dans les critères de droits humains, mais cela n'a pas été possible ici. Cela s'explique par le peu d'experts travaillant aussi bien sur les droits humains que les normes environnementales et sur la persistance du manque de critères quantitatifs fiables et suffisamment objectifs pour mesurer la relation entre ces deux domaines. Par conséquent, la FIDH a travaillé en collaboration avec MSCI ESG Research afin d'incorporer des indicateurs conçus et documentés par cette agence de notation. Certes, leur méthodologie, d'un point de vue « droits humains », présente certaines faiblesses : outre une diversification restreinte des sources d'information, certains indicateurs semblent insuffisamment prendre en compte les conséquences possibles de la dégradation de l'environnement et du changement climatique sur les droits humains. Toutefois, l'inclusion de ces indicateurs dans la présente étude nous a semblé pertinente et essentielle, dans la mesure où ils donnent une idée des efforts déployés par les différents États en matière de protection de l'environnement.

## **2. Structure de l'étude**

Au total, 12 critères fondés sur les droits humains et 2 critères environnementaux ont été choisis pour évaluer la performance des États dans ces domaines.

### **Partie A. Respect des droits humains par les États au niveau national**

- I. Égalité hommes / femmes et droits des femmes
- II. Non-discrimination (excepté discriminations liées au sexe)
- III. Droits des migrants et des réfugiés
- IV. Corruption et gouvernance
- V. Cohésion sociale / Droits économiques et sociaux
- VI. Système judiciaire (droit à un procès équitable, torture et gestion des prisons)
- VII. Liberté d'expression et droit à l'information
- VIII. Droits au travail

## **Partie B. Respect des droits humains par les états au niveau international**

- IX. Promotion de la justice internationale et des droits humains
- X. Aide internationale au développement/ Contributions financières à l'ONU
- XI. Contrôle des armements
- XII. Promotion de la responsabilité des entreprises opérant à l'étranger

## **Partie C. Respect par les États de l'environnement et développement durable**

- XIII. Exposition environnementale
- XIV. Gestion de l'environnement

## **3. Choix des indicateurs et méthode de calcul**

### **Identification des indicateurs de droits humains**

Les indicateurs retenus pour chacun des 12 critères de droits humains s'inspirent du contenu des droits humains internationalement reconnus et prennent en compte les obligations juridiquement contraignantes en la matière, ainsi que les principes de base inhérents à tous ces droits. Cette étude défend une approche de l'élaboration des politiques reposant sur les droits humains (*human rights based approach*, en anglais, HRBA), en s'assurant que les normes, mais aussi les principes de droits humains soient intégrés dans les décisions des États. Cette approche se traduit souvent par un ensemble de principes connus sous l'acronyme « PANTHER » : (en anglais Participation, Accountability, Non-discrimination, Transparency, Human dignity, Empowerment, Rule of law), soit la participation et l'inclusion, l'obligation de rendre des comptes, la non-discrimination, la transparence, le respect de la dignité humaine et l'État de droit. Chaque indicateur retenu englobe, dans une certaine mesure, tous ces principes.

Bien qu'ils soient plus difficiles à mesurer (à chiffrer, tout au moins), il a été décidé de garder certains indicateurs qualitatifs, car ce sont souvent les seuls pouvant refléter certaines dimensions spécifiques des droits humains. La présente étude s'efforce d'appliquer les paramètres de base évoqués plus haut de la manière la plus systématique possible.

### **- Catégories d'indicateurs**

La méthodologie adoptée fait une distinction entre trois catégories d'indicateurs : structurels, de processus et de résultat. Cette méthodologie est couramment utilisée, par exemple par le Haut Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'Homme (HCDH), afin « d'évaluer les mesures prises par les États en vue de satisfaire leurs obligations : des engagements et de l'acceptation des normes internationales en matière de droits humains (indicateurs *structurels*) aux efforts entrepris pour remplir les obligations découlant de ces normes (indicateurs de *processus*), et aux résultats de ces efforts (indicateurs de *résultats*) »<sup>3</sup>.

Cette distinction favorise non seulement la clarté de l'étude, mais donne également au lecteur des points de référence lui permettant d'apprécier dans quelle mesure le processus de mise en œuvre a évolué dans un pays donné. Elle permet aussi, du moins partiellement, de ne pas favoriser les pays disposant de plus grandes ressources financières au détriment de pays plus pauvres qui font malgré tout preuve d'une volonté de progresser. Dans la mesure du possible, au moins un indicateur de chaque catégorie a été introduit pour chacun des critères.

---

3. OHCHR, « Human Rights Indicators - Main features of OHCHR conceptual and methodological framework », (en anglais) <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Indicators/Pages/framework.aspx>; traduction libre



### **- *Obstacles et défis***

Bien qu'il ait toujours été possible d'identifier des indicateurs pertinents pour chacun des critères, l'équipe de recherche a été confrontée à des obstacles en raison du manque de données actualisées et comparables. L'indisponibilité de données constitue un enjeu majeur, en particulier pour renseigner les indicateurs de processus. Malgré des recherches approfondies et consultations d'experts universitaires et professionnels des droits humains, il n'a pas été possible, pour certains indicateurs, d'obtenir des données pour la simple raison que le gouvernement (ou autre organisme) ne procède pas à leur compilation. Dans d'autres cas, le format des recherches effectuées ne permet pas la comparaison des données.

Plusieurs indicateurs issus des versions précédentes de cette étude n'ont pas non plus pu être réutilisés en raison de l'absence d'actualisation des sources pertinentes. Ce manque de données actualisées et/ou disponibles complique la prise en compte des changements politiques ou juridiques récents ayant un impact sur les droits humains.

### **Système de notation**

La méthode de calcul (MdC) utilisée pour noter les indicateurs quantitatifs du rapport 2014 repose largement sur celle adoptée dans le rapport 2012. Les scores pour chaque indicateur ont été transformés en une échelle, le score moyen des pays pour cet indicateur représentant le milieu de l'échelle en question<sup>4</sup>. L'équipe a ensuite fixé les intervalles et les extrémités haute et basse de l'échelle en utilisant deux méthodes :

- a) En portant un jugement normatif de la protection minimale qui devrait être accordée par l'État pour le droit considéré et
- b) En s'assurant que la notation pour un point situé entre les deux extrémités de l'échelle tient compte d'un nombre égal d'unités de part et d'autre de cette échelle.

L'utilisation de la moyenne des pays de l'UE permet de disposer d'un score moins biaisé que la moyenne arithmétique et de réaliser une interprétation qui soit plus pertinente. La MdC pour les indicateurs environnementaux a été mise au point d'une manière similaire aux indicateurs quantitatifs.

La MdC des indicateurs qualitatifs utilisée dans le rapport 2012 a également été adoptée pour la version 2014. Cette catégorie d'indicateurs inclut le niveau de ratification par les États des traités internationaux ou régionaux relatifs aux droits humains. Étant donné que la position de la FIDH consiste à encourager la ratification et décourager les réserves, les États ont reçu une évaluation positive en cas de ratification et ont été pénalisés en cas de formulation de réserves ou de non-ratification. À l'exception de l'indicateur mesurant la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des mines anti-personnelles, tous les autres indicateurs sont limités, dans l'évaluation du droit correspondant, à l'aspect structurel plutôt que de processus. D'autres indicateurs inclus dans l'étude consignent l'existence et la portée de législations, politiques et programmes, par exemple d'une législation légalisant les unions entre personnes de même sexe, de programmes d'éducation sur toutes les formes de violence faites aux femmes, etc. La notation de ces indicateurs repose sur un jugement normatif des normes auxquelles les États doivent adhérer. Dans la mesure du possible, nous avons également essayé de rendre compte de la variation des politiques et de la mise en œuvre de celles-ci par les États inclus dans cette étude en attribuant des scores pour la progression linéaire, de la protection fondamentale à la réalisation progressive de ces droits.

---

4. À l'exception de la durée maximale de détention des migrants en situation irrégulière

Les pays n'ont pas été pénalisés en cas d'absence de données. Les scores pour les indicateurs correspondants ont été notés « n/a » et ont été comptabilisés comme un zéro. Ces scores ont été reconsidérés s'il existe des preuves montrant que l'État s'abstient délibérément de recueillir les données ou ne les met pas à disposition en vue de manipuler sa notation. Par conséquent, l'exception à la règle de notation est l'indicateur mesurant la transparence du processus budgétaire de l'État et l'accès à cette information par les citoyens et les non citoyens. Comme le contenu de l'indicateur consiste à évaluer la transparence et l'accès aux données, nous sommes partis du principe que l'absence de disponibilité de données était un acte délibéré de la part de l'État. Dans ce cas, les États n'ayant pas fourni de données étaient pénalisés.

Au sein de chaque critère, les scores des indicateurs ont été additionnés afin d'obtenir un score total du critère, converti sur une échelle de 1 à 10. Cette conversion vise à standardiser les scores afin de s'assurer que chaque critère a le même poids dans la notation finale. Cependant, nous avons quand même décidé de diviser par deux le poids de quatre critères relatifs aux droits humains – ceux relatifs au système judiciaire et pénal du pays, à la liberté d'expression et au droit à l'information, à l'assistance financière aux États et aux organisations intergouvernementales (OIG) et la promotion de la responsabilité des entreprises –, car chaque critère contenait moins de quatre indicateurs, signifiant que les pays ayant un bon score pour ces critères seraient injustement avantagés dans la notation finale. Les scores de ces critères ont donc été convertis en une échelle de 1 à 5. Ainsi, chaque État pouvait obtenir un score compris entre 0 et 100 pour les 12 critères droits humains, et entre 0 et 20 pour les deux critères environnementaux.

### **Pondération et classement global**

Les scores des critères droits humains et environnementaux ont été convertis en appliquant un rapport 70:30 lors de leur incorporation dans la notation finale. Cette approche est constante avec celle adoptée pour le rapport 2012 et traduit la prépondérance des droits humains dans cette étude, tout en accordant l'importance qu'ils méritent aux droits environnementaux et à leur protection. Les pays ont été classés de 1 à 28 en fonction de ces notations finales.

### **Processus de collecte des données**

Comme il était indispensable de baser ce rapport sur des sources de données objectivement précises et fiables, la plus grande partie du processus de collecte des données a consisté en des recherches en ligne dans un vaste corpus de bases et ensembles de données faisant autorité. Lorsque cela était nécessaire, nous avons également consulté des professionnels reconnus des droits humains, par exemple des universitaires, les Rapporteurs spéciaux des Nations Unies et des représentants d'ONG.

Les recherches en ligne ont été menées en utilisant diverses sources telles que Eurostat, les portails d'information d'organisations et institutions inter-gouvernementales (par exemple : Commission Européenne, Conseil de l'Europe, FRA, OSCE, OCDE, HCRNU, OIL, OMS) et non-gouvernementales (par exemple : Reporters sans Frontières, Coalition pour la CPI, Transparency International, Confédération syndicale internationale, Center for Reproductive Rights, Tax Justice Network, ILGA, Centre pour la loi et la démocratie, Access Info).

# PARTIE II :

# INDICATEURS ET

# RÉSULTATS

Cette partie regroupe les indicateurs qui ont été utilisés pour l'édition 2014 ainsi qu'un tableau de classement pour chaque critère. Chaque indicateur ou groupe d'indicateurs est accompagné d'une brève description de son contenu et de sa justification, de la méthode de calcul (MdC) et des principales sources d'information.

## Section A : Respect des droits humains par les États au niveau national

### Critère 1 : Égalité hommes/femmes et droits des femmes

Comme les précédents rapports l'ont démontré, la discrimination envers les femmes demeure aujourd'hui encore largement répandue à travers l'Europe et les mesures prises par de nombreux gouvernements pour lutter contre ce phénomène sont inadéquates. L'égalité hommes/femmes et les droits des femmes sont considérés comme un enjeu central appliqué généralement de manière transversale à toute étude portant sur les droits humains. Cinq enjeux principaux ont été identifiés : la participation politique des femmes, l'égalité hommes/femmes dans l'emploi et en matière d'éducation, les violences faites aux femmes ainsi que les droits des femmes en matière de reproduction.

#### • Enjeu 1 – Participation politique des femmes

Ces cinq indicateurs examinent le niveau de représentation des femmes dans les trois branches du pouvoir : législatif, exécutif et judiciaire.

Indicateur 1.1. Pourcentage de femmes au Parlement national (chambre haute et chambre basse)

MdC : >40 % : +2 / 33-40 % : +1 / 21-32% : 0 / 13-20% : -1 / <13 % : -2

Source : Commission Européenne, Justice, Section politique, 2014

Indicateur 1.2. Quotas de représentation des femmes dans le système électoral en vue de l'élection au corps législatif

MdC : Quota >29 % : +2 / Quota <30 % et quotas volontaires par les partis politiques ou système de quotas non systématique : +1 / Aucun quota législatif mais uniquement des quotas volontaires par les partis politiques : 0 / Aucun quota législatif ni volontaire par les partis ou absence de données : -1

Source : The Quota Project : Base de données mondiales des quotas de femmes

Données : 2013/2014

Indicateur 1.3. Pourcentage de femmes occupant de hauts postes ministériels au sein des gouvernements nationaux

MdC : >40 % : +2 / 33-40 % : +1 / 21-32 % : 0 / 13-20 : -1 / <13 % : -2

Source : Commission Européenne, Justice, Section politique, 2014

Indicateur 1.4. Pourcentage de femmes occupant des postes administratifs supérieurs (niveau 1) dans les ministères ou autres organes gouvernementaux

MdC : >40 % : +2 / 33-40 % : +1 / 21-32% : 0 / 13-20% : -1 / <13 % : -2

Source : Commission Européenne, Justice, Section politique, 2013

Indicateur 1.5. Pourcentage de femmes occupant des postes au niveau le plus élevé du système judiciaire

MdC : >45% : +2 / 36-45% : +1 / 25-35% : 0 / 15-24% : -1 / <15% : -2

Source : Commission Européenne, Justice, Section politique, 2013

#### • Enjeu 2 : L'égalité hommes/femmes dans l'emploi

Ces deux indicateurs examinent l'écart de rémunération persistant entre les hommes et les femmes et la représentation des femmes au sein des conseils d'administration des entreprises.

Indicateur 1.6. Écart des salaires entre hommes et femmes sur le plan national

MdC : <10 % : +2 / 10-15% : +1 / 16-20 % : 0 / 21-25 % : -1 / <25 % : -2

Source : Commission européenne, Eurostat 2012

Remarque : Les chiffres sont arrondis avant attribution du score

Indicateur 1.7. Pourcentage de femmes au sein des organes décisionnaires des entreprises privées (conseils d'administration)

MdC : >35 : +2 / 26-35 : +1 / 20-25 : 0 / 10-19 : -1 / <10 : -2

Source : Commission Européenne, Justice, Section commerce et finance, 2013

#### • Enjeu 3 : Égalité hommes/femmes en matière d'éducation

Cet indicateur évalue si, et dans quelle mesure, les stéréotypes de genre continuent de nuire aux femmes et aux filles dans la poursuite de formations diverses de haut niveau.

Indicateur 1.8. Pourcentage de la population féminine (20-24 ans) ayant achevé au moins leur éducation secondaire, une éducation post-secondaire non universitaire et un premier et deuxième cycle de l'enseignement supérieur (niveaux 3-6)

MdC : >92% : +2 / 87-92 : +1 / 80-86% : 0 / 74-79 : -1 / <74% : -2

Source : Commission européenne, Eurostat 2013

Remarque : Les pourcentages sont arrondis avant attribution du score

#### • Enjeu 4 : Violences à l'égard des femmes

Les trois indicateurs évaluent si le gouvernement recueille activement des données sur la violence à l'égard des femmes et s'engage à trouver une réponse à cette question par l'éducation et la législation. Malheureusement, en raison d'un manque de disponibilité des données, nous n'avons pas pu inclure dans la présente étude l'indicateur précédemment utilisé qui mesurait la portée des plans d'actions nationaux sur la violence à l'égard des femmes. Il a été remplacé par un indicateur structurel qui examine la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2014.

Indicateur 1.9. Enquête nationale portant sur l'importance et les effets de certaines ou toutes les formes de violence à l'égard des femmes

MdC : Enquête nationale menée après 2010, et prévoit d'effectuer à nouveau une telle enquête : +2

Enquête nationale menée entre 2008 et 2010, et prévoit d'effectuer à nouveau une telle enquête : +1

Enquête nationale menée avant 2008, et prévoit d'effectuer à nouveau une telle enquête : 0

Enquête menée par le passé et ne prévoit pas de mener une telle enquête à

*nouveau ou pas de réponse de la part du gouvernement : -1*

*Aucune enquête menée ou pas de réponse ou ne prévoit pas de mener une telle enquête ou pas de réponse de la part du gouvernement : -2*

*Source : Conseil de l'Europe : Étude analytique des résultats du 4<sup>e</sup> cycle de suivi de la mise en œuvre de la Recommandation Rec(2002)5 sur la protection des femmes contre la violence dans les États membres du Conseil de l'Europe. Élaborée par Carol Hagemann-White, Université d'Osnabrück, Allemagne, 2014.*

Indicateur 1.10. Existence de programmes ou d'activités, dans les écoles publiques, à tous les niveaux de scolarisation, en vue de sensibiliser les enfants au problème de la violence à l'égard des femmes

*MdC : Oui, à tous les niveaux d'éducation : +1 / Oui, dans certaines écoles et pour certaines tranches d'âges : 0 / non ou absence de données : -1*

*Source : Conseil de l'Europe : Étude analytique des résultats du 4<sup>e</sup> cycle de suivi de la mise en œuvre de la Recommandation Rec(2002)5 sur la protection des femmes contre la violence dans les États membres du Conseil de l'Europe. Élaborée par Carol Hagemann-White, Université d'Osnabrück, Allemagne, 2014.*

Indicateur 1.11. Ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

*MdC : Ratification ou adhésion sans réserve : +3/ Ratification ou adhésion avec réserves : +2/ Signature : +1/ Absence de signature, ratification ou adhésion : -2*

*Source : Conseil de l'Europe, consulté en juillet 2014*

#### **• Enjeu 5 : Droits reproductifs**

Cet indicateur examine si l'État s'est engagé à trouver un équilibre entre le droit à la vie et la liberté reproductive des femmes, qui protège tout particulièrement les principes de base de l'auto-détermination reproductive des individus et de non-discrimination.

Indicateur 1.12. Légalisation de l'avortement

*MdC : Légal jusqu'à 12 semaines de grossesse sans obligation de donner un motif : +1  
Légal jusqu'à 12 semaines de grossesse sans obligation de donner un motif mais nécessitant l'autorisation parentale ou du conjoint : 0*

*Légal jusqu'à 10 semaines de grossesse sans obligation de donner un motif*

*OU jusqu'à 12 semaines de grossesse pour raisons socio-économiques et pour sauver la vie de la femme ou sa santé physique et mentale : -1*

*Légal pour préserver la santé physique ou mentale ou la vie de la femme : -2*

*Totalement prohibé ou uniquement autorisé pour sauver la vie de la femme : -3*

*Source : Centre for reproductive rights, New York, Lois sur l'avortement dans le monde, 2013*

# Egalité hommes/femmes et droits des Femmes

| PAYS               | INDICATEURS                                       |  |   |  |   |  |  |  |  |   |   | Score brut     | Conversion sur 10 |                                     |      |
|--------------------|---|--|---|--|---|--|--|--|--|---|---|----------------|-------------------|-------------------------------------|------|
|                    | Pourcentage de femmes au Parlement national (1.1) | Quotas de représentation des femmes dans le système électoral en vue de l'élection au corps législatif (1.2) | Pourcentage de femmes occupant de hauts postes ministériels au sein des gouvernements nationaux (1.3) | Pourcentage de femmes occupant des postes administratifs supérieurs (niveau 1) dans les ministères ou autres organes gouvernementaux (1.4) | Pourcentage de femmes occupant des postes plus élevés du système judiciaire (1.5) | Écart des salaires entre hommes et femmes sur le plan national (1.6) | Pourcentage de femmes au sein des organes décisionnaires des entreprises privées (conseils d'administration) (1.7) | Pourcentage de la population féminine (20-24 ans) ayant achevé au moins leur éducation secondaire, une éducation post-secondaire non universitaire et un premier et deuxième cycle de l'enseignement supérieur (niveaux 3-6) (1.8) | Enquête nationale portant sur l'importance et les effets de toutes les formes de violence à l'égard des femmes (1.9) | Existence de programmes ou d'activités, dans les écoles publiques, à tous les niveaux de scolarisation, en vue de sensibiliser les enfants au problème de la violence à l'égard des femmes (1.10) | Ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (1.11) |                |                   | Légalisation de l'avortement (1.12) |      |
| <b>Pays</b>        | <b>+2 à -2</b>                                    | <b>+2 à -1</b>   | <b>+2 à -2</b>  | <b>+2 à -2</b>   | <b>+2 à -2</b>  | <b>+2 à -2</b>   | <b>+2 à -2</b>   | <b>+2 à -2</b>   | <b>+2 à -2</b>   | <b>+2 à -2</b>  | <b>+1 à -1</b>  | <b>+3 à -2</b> | <b>+1 à -3</b>    |                                     |      |
| Autriche           | 0   | 0  | 0   | 0  | 0   | -1   | -1   | 1  | 1  | -1  | 1   | 3              | 1                 | 3                                   | 5,65 |
| Belgique           | 1   | 2  | 1   | -2   | -1  | 1  | -1   | 0  | 0  | -1  | 1   | 1              | 1                 | 3                                   | 5,65 |
| Bulgarie           | 0   | -1   | 1   | 0  | 2   | 1  | -1   | 0  | 0  | -1  | 1   | -2             | 1                 | 1                                   | 5,22 |
| Croatie            | 0   | 0  | -1  | 0  | 1   | 0  | 0  | 1  | 2  | -1  | 1   | 1              | 0                 | 2                                   | 5,43 |
| Chypre             | -1  | 0  | -2  | 0  | -1  | 0  | 0  | 2  | 2  | -1  | 1   | -2             | -1                | -7                                  | 3,48 |
| République tchèque | -1  | 0  | -1  | -1   | -1  | -1   | 1  | 1  | 1  | -1  | 2   | -2             | 0                 | -4                                  | 4,13 |
| Danemark           | 1   | -1   | 1   | -2   | 0   | 1  | 0  | 0  | -1   | 0   | 1   | 2              | 0                 | 1                                   | 5,22 |
| Estonie            | -1  | -1   | 1   | 0  | -2  | -2   | 1  | 1  | 1  | -2  | 1   | -2             | 1                 | -6                                  | 3,69 |
| Finlande           | 2   | -1   | 2   | 0  | 0   | 0  | 1  | 1  | 1  | 0   | 1   | 1              | -1                | 5                                   | 6,09 |
| France             | 0   | 2  | 2   | 0  | 0   | 1  | 1  | 1  | 1  | 0   | 1   | 2              | 1                 | 11                                  | 7,39 |
| Allemagne          | 1   | 0  | 1   | 0  | -1  | -1   | 0  | -1   | 0  | 0   | 1   | 1              | 1                 | 2                                   | 5,43 |
| Grèce              | 0   | 2  | -2  | 2  | 0   | 1  | 1  | 1  | 1  | -1  | 0   | 1              | 0                 | 2                                   | 5,43 |
| Hongrie            | -2  | 0  | -2  | -1   | 2   | 0  | 0  | -1   | 0  | 0   | 1   | 1              | 1                 | -3                                  | 4,35 |
| Irlande            | -1  | 2  | -1  | -1   | -2  | 1  | 1  | -1   | 1  | -1  | 1   | -2             | -3                | -7                                  | 3,48 |
| Italie             | 0   | 0  | 2   | 0  | -1  | 2  | 2  | -1   | 0  | 0   | 0   | 3              | 0                 | 5                                   | 6,09 |
| Lettonie           | 0   | -1   | 1   | 2  | 2   | 1  | 1  | 1  | 1  | -2  | 1   | -2             | 0                 | 4                                   | 5,87 |
| Lituanie           | 0   | 0  | -2  | 0  | 0   | 1  | 1  | -1   | 1  | 1   | 1   | -2             | 1                 | 0                                   | 5,00 |
| Luxembourg         | 0   | 0  | 0   | -2   | 2   | 2  | 2  | -1   | 0  | -1  | -1  | 1              | 1                 | 4                                   | 5,87 |
| Malte              | -1  | 0  | -2  | -1   | -1  | 2  | 2  | -2   | 0  | 2   | 1   | 1              | -3                | -4                                  | 4,13 |
| Pays-Bas           | 1   | 0  | 1   | 0  | -1  | 0  | 0  | 0  | 0  | 2   | 1   | 1              | 1                 | 6                                   | 6,30 |
| Pologne            | 0   | 2  | -1  | 2  | -1  | 2  | 2  | -1   | 2  | 1   | 1   | 1              | -2                | 6                                   | 6,30 |
| Portugal           | 0   | 2  | -1  | 0  | -2  | 0  | 0  | -2   | -1   | -1  | 0   | 1              | 0                 | -4                                  | 4,13 |
| Roumanie           | -2  | 0  | -1  | 2  | 2   | 2  | 2  | -2   | 0  | 2   | -1  | 3              | 1                 | 6                                   | 6,30 |
| Slovaquie          | -1  | 0  | -2  | 0  | 2   | -1   | 1  | 0  | 1  | 1   | 0   | 1              | 0                 | 1                                   | 5,22 |
| Slovénie           | 0   | 2  | -1  | 2  | 1   | 2  | 2  | 0  | 2  | 2   | -1  | 1              | 0                 | 10                                  | 7,17 |
| Espagne            | 1   | 2  | 1   | 1  | -2  | 0  | 0  | -1   | 2  | 2   | 1   | 3              | 0                 | 6                                   | 6,30 |
| Suède              | 2   | 0  | 2   | 2  | 1   | 0  | 1  | 1  | 1  | 2   | 1   | 2              | 1                 | 15                                  | 8,26 |
| Royaume-Uni        | 0   | 0  | -1  | -1   | -2  | 0  | 0  | 0  | 0  | 2   | 0   | 1              | -1                | -2                                  | 4,56 |

## Critère 2 : Non-discrimination (excepté discriminations liées au sexe)

En plus des enjeux liés à la discrimination à l'égard des femmes examiné dans le premier critère, l'interdiction des discriminations fondées sur la race, la religion, la langue, l'opinion politique, l'origine nationale ou sociale, l'orientation sexuelle ou toute autre situation identitaire est un principe de base des droits humains qui exige de porter une attention particulière aux groupes vulnérables et aux communautés marginalisées. Cette section porte spécifiquement sur les discriminations basées sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance à une minorité, le handicap et l'âge. Notre indicateur précédemment utilisé, évaluant la reconnaissance juridique par l'État de la motivation raciste en tant qu'élément aggravant en droit pénal, n'a toutefois pu être inclus cette année en raison d'une absence de données actualisées.

### • Enjeu 1 : Protection de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre

Ces trois indicateurs mesurent la discrimination à l'encontre des couples homosexuels en ce qui concerne le mariage et l'adoption et évaluent dans quelle mesure les infractions de nature homophobe ou liées à l'identité de genre sont punies par la loi.

Indicateur 2.1. Existence d'une législation reconnaissant la légalité des unions entre partenaires de même sexe

*MdC :* *Mariage dans toutes ou la plupart des régions : +3 / Partenariat reconnu par la loi seulement, accordant des droits similaires à ceux du mariage : +2 / Partenariat reconnu par la loi, accordant seulement des droits limités : +1 / Concubinage seulement : 0 / Aucune législation : -2*

*Source :* *ILGA 2014. Les informations relatives à la législation en Croatie sont issues de sites d'information en ligne.*

Indicateur 2.2. Législation relative à l'adoption par des couples de même sexe

*MdC :* *Adoption par le deuxième parent et adoption conjointe : +2 / Adoption par le deuxième parent : +1 / Aucun droit à l'adoption mais un degré d'autorité parentale et de responsabilités pour les couples de même sexe : 0 / Aucun droit à l'adoption : -2*

*Source :* *ILGA, mai 2014.*

Indicateur 2.3. Dispositions dans le droit pénal au sujet des infractions liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre

*MdC :* *Un point pour chacune des lois suivantes : loi sur les crimes de haine (liés à l'orientation sexuelle) / loi sur les discours haineux (liés à l'orientation sexuelle) / loi sur les crimes de haine (liés à l'identité de genre) / loi sur les discours haineux (liés à l'identité de genre)*

*Aucune loi mais seulement des politiques abordant les crimes de haine liés à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité de genre : 0*

*Absence de loi ou politique : -2*

*Source :* *ILGA 2014*

• **Enjeu 2 : Protection des minorités nationales et des droits des populations Roms**

Les deux premiers indicateurs évaluent si l'État est légalement engagé envers la protection des minorités nationales et de leurs intérêts spéciaux. Les deux autres indicateurs visent à évaluer si les autorités gouvernementales agissent contre la marginalisation politique, sociale et économique des Roms.

Indicateur 2.4. Ratification de la convention-cadre pour la protection des minorités nationales  
*MdC :* *Ratification ou adhésion sans réserve : +3/ Ratification ou adhésion avec réserves : +2/ Signature : +1/ Absence de signature, ratification ou adhésion : -2*

*Source :* *Conseil de l'Europe, consulté en juillet 2014*

Indicateur 2.5. Ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires  
*MdC :* *Ratification ou adhésion sans réserve : +3/ Ratification ou adhésion avec réserves : +2/ Signature : +1/ Absence de signature, ratification ou adhésion : -2*

*Source :* *Conseil de l'Europe, consulté en juillet 2014*

Indicateur 2.6. Mesures prises par l'État pour lutter contre la discrimination à l'égard des Roms  
*MdC :* *Un point pour chaque mesure prise par l'État : application d'une législation anti-discrimination au niveau local / sensibilisation à la discrimination contre les Roms / sensibilisation des Roms à leurs droits / lutte contre les multiples formes de discrimination à l'encontre des femmes Roms / lutte contre le trafic d'être humains et le travail forcé des enfants*

*États n'ayant pris aucune de ces mesures : -2*

*États identifiés pour les pires formes de discrimination malgré la prises de mesures listées ci-dessus : -2*

*Source :* *Commission européenne, Avancées réalisées dans la mise en œuvre des stratégies nationales d'intégration des Roms, 2013, [http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/com\\_2013\\_454\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/com_2013_454_fr.pdf)*

*Sur les pires formes de d'exclusion sociale : Commission européenne, Report on Discrimination of Roma Children in Education, Octobre 2014*

*[http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/roma\\_childdiscrimination\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/roma_childdiscrimination_en.pdf)*

Indicateur 2.7. Mesures prises par les États pour évaluer les effets des politiques en faveur de l'inclusion sociale des Roms

*MdC :* *Points attribués pour chacune des mesure suivantes prises par l'État : cartographie de la situation des Roms / système de suivi mesurant les résultats et impacts de la stratégie nationale / identification des zones d'où viennent les communautés Roms extrêmement pauvres / implication de tous les acteurs principaux dans le processus de suivi et d'évaluation / coopération avec les offices nationaux de statistiques / rapports et évaluations réguliers planifiés*

*États n'ayant pris aucune de ces mesures : -2*

*États ayant pris au moins une de ces mesures : 0*

*1 point bonus pour chaque mesure complémentaire prise*

*États identifiés pour les pires formes de discrimination malgré la prises de mesures listées ci-dessus : -2*

*Source :* *Commission européenne, Avancées réalisées dans la mise en œuvre des stratégies nationales d'intégration des Roms, 2013, [http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/com\\_2013\\_454\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/com_2013_454_fr.pdf)*

*Sur les pires formes de d'exclusion sociale : Commission européenne, Report on Discrimination of Roma Children in Education, Octobre 2014*

*[http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/roma\\_childdiscrimination\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/roma_childdiscrimination_en.pdf)*



• **Enjeu 3 : Intégration sociale des personnes handicapées**

Cet indicateur reflète le niveau d'engagement de l'État vis-à-vis des objectifs de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. La ratification du Protocole facultatif octroie un point bonus.

Indicateur 2.8. Ratification de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées

*MdC :* Ratification ou adhésion sans réserve : +3/ Ratification ou adhésion avec réserves : +2/ Signature : +1/ Absence de signature, ratification ou adhésion : -2

*Source :* BHCDH/Base de données des Traités de l'ONU (en juillet 2014)

• **Enjeu 4 : Protection contre les discriminations liées à l'âge**

Les deux indicateurs examinent dans quelle mesure les personnes âgées et les mineurs sont exposés au risque d'exclusion économique et sociale.

Indicateur 2.9. Taux d'individus de 65 ans ou plus risquant de tomber dans la pauvreté suite à des transferts sociaux

*MdC :* <10 : +2 / 10-17 : +1 / 18-24 : 0 / 25-31 : -1 / 32-40 : -2 / >40 : -3

*Source :* Commission européenne, Eurostat 2012

*Remarque :* Les chiffres sont arrondis avant attribution du score

Indicateur 2.10. Taux d'individus de moins de 18 ans risquant de tomber dans la pauvreté suite à des transferts sociaux

*MdC :* <10 : +2 / 10-14 : +1 / 15-20 : 0 / 21-24 : -1 / 25-30 : -2 / >30 : -3

*Source :* Commission européenne, Eurostat 2012

*Remarque :* Les chiffres sont arrondis avant attribution du score

## Non-discrimination (excepté discriminations liées au sexe)

| PAYS               | INDICATEURS   |  |   |   |   |  |   |   |   |   |                | Score brut     | Conversion sur 10 |  |
|--------------------|---|--|---|---|---|--|---|---|---|---|----------------|----------------|-------------------|--|
|                    | Existence d'une législation reconnaissant la légalité des unions entre partenaires de même sexe (2.1) | Législation relative à l'adoption par des couples du même sexe (2.2) | Dispositions dans le droit pénal au sujet des infractions liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre (2.3) | Ratification de la Convention-cadre pour la Protection des Minorités Nationales (2.4) | Ratification de la Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires (2.5) | Mesures prises par les États pour lutter contre la discrimination à l'égard des Roms (2.6) | Mesures prises par les États pour évaluer les effets des politiques en faveur de l'inclusion sociale des Roms (2.7) | Ratification de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (2.8) | Taux d'individus de 65 ans ou plus risquant de tomber dans la pauvreté suite à des transferts sociaux (2.9) | Taux d'individus de moins de 18 ans risquant de tomber dans la pauvreté suite à des transferts sociaux (2.10) |                |                |                   |  |
| <b>Phage</b>       | <b>+3 à -2</b>  | <b>+2 à -2</b>   | <b>+4 à -2</b>  | <b>+3 à -2</b>  | <b>+3 à -2</b>  | <b>+5 à -2</b>   | <b>+5 à -2</b>  | <b>+3 à -2</b>  | <b>+3 à -2</b>  | <b>+2 à -3</b>  | <b>+2 à -3</b> | <b>+2 à -3</b> |                   |  |
| Autriche           | 2   | 1  | 1   | 3   | 3   | 3  | 0   | 3   | 1   | 0   | 17             | 7,22           |                   |  |
| Belgique           | 3   | 2  | 4   | 1   | -2  | -2   | 1   | 3   | 0   | 0   | 10             | 5,93           |                   |  |
| Bulgarie           | -2  | -2   | -2  | 3   | -2  | -2   | -2  | 3   | -1  | -2  | -9             | 2,41           |                   |  |
| Croatie            | 2   | -2   | 4   | 3   | 2   | -2   | -2  | 3   | 0   | -1  | 7              | 5,37           |                   |  |
| Chypre             | -2  | -2   | -2  | 3   | 3   | -2   | -2  | 2   | -1  | 1   | -2             | 3,71           |                   |  |
| République tchèque | 2   | -2   | -2  | 3   | 3   | -2   | -2  | 3   | 2   | 1   | 6              | 5,19           |                   |  |
| Danemark           | 3   | 2  | 2   | 3   | 3   | -2   | -2  | 3   | 1   | 1   | 19             | 7,59           |                   |  |
| Estonie            | -2  | -2   | 1   | 3   | -2  | 1  | 1   | 3   | 1   | 0   | 4              | 4,82           |                   |  |
| Finlande           | 2   | 1  | 2   | 3   | 3   | 4  | 4   | 1   | 0   | 1   | 19             | 7,59           |                   |  |
| France             | 3   | 2  | 4   | -2  | 1   | 1  | 1   | 3   | 2   | 0   | 15             | 6,85           |                   |  |
| Allemagne          | 2   | 1  | 0   | 3   | 3   | -2   | -2  | 3   | 1   | 0   | 9              | 5,74           |                   |  |
| Grèce              | -2  | -2   | 2   | 1   | -2  | -2   | 3   | 3   | 1   | -2  | 0              | 4,08           |                   |  |
| Hongrie            | 2   | -2   | 4   | 3   | 3   | -2   | -2  | 3   | 2   | -1  | 10             | 5,93           |                   |  |
| Irlande            | 2   | -2   | 1   | 3   | -2  | 1  | -2  | 1   | 1   | 0   | 3              | 4,63           |                   |  |
| Italie             | 0   | -2   | -2  | 3   | 1   | 1  | 2   | 3   | 1   | -2  | 5              | 5              |                   |  |
| Lettonie           | -2  | -2   | -2  | 3   | -2  | 2  | 1   | 3   | 1   | -1  | 1              | 4,26           |                   |  |
| Lituanie           | -2  | -2   | 2   | 3   | -2  | 1  | 2   | 3   | 0   | -1  | 4              | 4,82           |                   |  |
| Luxembourg         | 1   | -2   | -2  | 1   | 3   | -2   | -2  | 3   | 2   | -1  | 1              | 4,26           |                   |  |
| Malte              | 2   | 2  | 4   | 2   | 1   | -2   | -2  | 1   | 1   | -1  | 8              | 5,56           |                   |  |
| Pays-Bas           | 3   | 2  | 1   | 3   | 3   | 0  | 0   | 1   | 2   | 1   | 17             | 7,22           |                   |  |
| Pologne            | -2  | -2   | -2  | 3   | 3   | 1  | 1   | 2   | 1   | -1  | 1              | 4,26           |                   |  |
| Portugal           | 3   | -2   | 4   | 3   | -2  | 0  | 0   | 3   | 1   | -1  | 10             | 5,93           |                   |  |
| Roumanie           | -2  | -2   | 1   | 3   | 3   | 2  | 3   | 3   | 1   | -3  | 9              | 5,74           |                   |  |
| Slovaquie          | -2  | -2   | 1   | 3   | 3   | -2   | -2  | 3   | 2   | -1  | 3              | 4,63           |                   |  |
| Slovénie           | 1   | 1  | 2   | 3   | 3   | 2  | 2   | 3   | 0   | 1   | 18             | 7,41           |                   |  |
| Espagne            | 3   | 2  | 4   | 3   | 3   | 1  | 2   | 3   | 1   | -2  | 20             | 7,78           |                   |  |
| Suède              | 3   | 2  | 2   | 3   | 3   | 2  | 3   | 3   | 0   | 0   | 21             | 7,96           |                   |  |
| Royaume-Uni        | 3   | 2  | 1   | 3   | 3   | -2   | 0   | 2   | 1   | 0   | 13             | 6,48           |                   |  |

### Critère 3 : Droits des migrants et des réfugiés

Dans un contexte de crises économiques, politiques, sociales et environnementales, les droits humains des migrants et des réfugiés sont chaque jour davantage menacés par différentes mesures législatives et politiques prises par les gouvernements européens. La protection des droits des migrants et des réfugiés revêt une importance cruciale dans l'évaluation du respect par les États membres de l'UE de leurs obligations à l'échelle internationale.

#### • Enjeu 1 : Droits des réfugiés

L'indicateur mesure dans quelle proportion les demandes d'asile sont approuvées, en première et deuxième instance, dans un contexte de nette diminution des taux de reconnaissance du statut de réfugié par les États européens au cours des dernières décennies.

Indicateur 3.1. Pourcentage de demandes d'asile approuvées lors de la décision finale

*MdC :* >50% : +3 / 41-50% : +2 / 31-40% : +1 / 21-30% : 0 / 11-20% : -1 / 1-11% : -2 / >0 : -3

*Source :* Eurostat 2012

#### • Enjeu 2 : Droits des étrangers

Les deux premiers indicateurs permettent respectivement d'examiner si l'État fait preuve d'une volonté d'intégrer les résidents étrangers dans les processus décisionnels locaux, et de leur permettre d'exercer leurs droits économiques et sociaux en leur donnant accès au marché du travail. Le troisième indicateur étudie dans quelle mesure l'État s'engage, conformément à l'article 15 de la Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, à protéger les ressortissants étrangers en situation irrégulière contre des mesures arbitraires et disproportionnées les privant de leur liberté individuelle et de leur dignité. Le standard fixé par la directive précitée est d'une durée maximale de 6 mois, comme mesure de dernier recours. Étant donné que les alternatives à la détention sont insuffisamment développées par les États, la FIDH n'attribue pas de scores positifs dans le cadre de cet indicateur.

Indicateur 3.2. Ratification de la Convention sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local

*MdC :* Ratification ou adhésion sans réserve : +3 / Ratification ou adhésion avec réserves : +2 / Signature : +1 / Absence de signature, ratification ou adhésion : -2

*Source :* Conseil de l'Europe (consulté en juillet 2014)

Indicateur 3.3. Pourcentage de migrants en provenance de pays tiers ayant accès au marché légal du travail

*MdC :* >72% : +2 / 68-72% : +1 / 63-67% : 0 / 58-62% : -1 / <58% : -2

*Source :* Eurostat 2013

Indicateur 3.4. Durée maximum admissible de la détention avant l'éloignement

*MdC :* <1 mois : 0 / 1-6 mois : -1 / 7-12 mois : -2 / >12 mois : -3

*Source :* [www.asylumineurope.org](http://www.asylumineurope.org) et Global Detention Project, profils des pays européens

*Données :* 2013-2014

## Droits des migrants et des réfugiés

| PAYS               | INDICATEURS   |  |  |  |            |      | Conversion sur 10 |
|--------------------|---|--|--|--|------------|------|-------------------|
|                    | Pourcentage de demandes d'asile approuvées lors de la décision finale (3.1) | Ratification de la Convention sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local (3.2) | Pourcentage de migrants en provenance de pays tiers ayant accès au marché légal du travail (3.3) | Durée maximum admissible de la détention avant éloignement (3.4) | Score brut |      |                   |
| <b>Plage</b>       | <b>+3 à -3</b>  | <b>+3 à -2</b>   | <b>+2 à -2</b>   | <b>0 à -3</b>  |            |      |                   |
| Autriche           | -1  | -2   | 0  | -2   | -5         | 2,78 |                   |
| Belgique           | -2  | -2   | -2   | -1   | -7         | 1,67 |                   |
| Bulgarie           | 3   | -2   | -2   | -3   | -4         | 3,33 |                   |
| Croatie            | 0   | -2   | -2   | n/a  | -4         | 3,33 |                   |
| Chypre             | -2  | 1  | 2  | -3   | -2         | 4,45 |                   |
| République tchèque | -2  | 1  | 2  | -1   | 0          | 5,56 |                   |
| Danemark           | 0   | 3  | 0  | -3   | 0          | 5,56 |                   |
| Estonie            | -3  | 1  | 2  | -3   | -3         | 3,89 |                   |
| Finlande           | 3   | 3  | 0  | -3   | 3          | 7,22 |                   |
| France             | -1  | -2   | -1   | -1   | -5         | 2,78 |                   |
| Allemagne          | -1  | -2   | 0  | -3   | -6         | 2,22 |                   |
| Grèce              | 1   | -2   | 2  | -3   | -2         | 4,45 |                   |
| Hongrie            | 0   | -2   | 1  | -3   | -4         | 3,33 |                   |
| Irlande            | -2  | -2   | -1   | -1   | -6         | 2,22 |                   |
| Italie             | 3   | 3  | 1  | -3   | 4          | 7,78 |                   |
| Lettonie           | -2  | -2   | 1  | -3   | -6         | 2,22 |                   |
| Lituanie           | -3  | 1  | 2  | -3   | -3         | 3,89 |                   |
| Luxembourg         | -3  | -2   | 1  | -1   | -5         | 2,78 |                   |
| Malte              | -2  | -2   | 1  | -2   | -5         | 2,78 |                   |
| Pays-Bas           | -1  | 3  | -1   | -3   | -2         | 4,45 |                   |
| Pologne            | -2  | -2   | 1  | -2   | -5         | 2,78 |                   |
| Portugal           | -3  | -2   | 2  | -1   | -4         | 3,33 |                   |
| Roumanie           | -1  | -2   | n/a  | -3   | -6         | 2,22 |                   |
| Slovaquie          | -1  | -2   | n/a  | -1   | -4         | 3,33 |                   |
| Slovénie           | -3  | 1  | 2  | -2   | -2         | 4,45 |                   |
| Espagne            | -2  | -2   | 2  | -1   | -3         | 3,89 |                   |
| Suède              | -2  | 3  | 0  | -2   | -1         | 5,00 |                   |
| Royaume-Uni        | 2   | 1  | 0  | -3   | 0          | 5,56 |                   |

## Critère 4 : Corruption et gouvernance

Ces deux thèmes sont directement liés aux droits humains dans la mesure où ces derniers sont mis en péril en cas de corruption des responsables ou de mauvaise gouvernance. Par conséquent, la corruption et le manque de transparence des processus décisionnels au sein des structures institutionnelles sont incontestablement reconnus comme des facteurs déterminants contribuant à des violations des droits humains. Les pratiques de bonne gouvernance d'un État sont une condition préalable au respect des droits humains.

### • Enjeu 1 : Corruption

Le premier indicateur examine la corruption dans le secteur public et politique. Il repose sur la perception d'observateurs avertis. Les deux autres indicateurs traduisent l'opinion et les expériences d'un échantillon représentatif de la population de chaque pays, dans les secteurs mentionnés précédemment en matière de corruption.

Indicateur 4.1. Index de perception de la corruption, secteur public

*MdC* : >80 : +2 / 71-80 : +1 / 61-70 : 0 / 51-60 : -1 / <51 : -2

*Source* : *Transparency International 2013*

Indicateur 4.2. Couverture publique du Baromètre global de la corruption pour le parlement / corps législatif

*MdC* : <2,2 : +2 / 2,2-2,8 : +1 / 2,9-3,4 : 0 / 3,5-4 : -1 / >4 : -2

*Source* : *Transparency International, Global Corruption Barometer 2013*

Indicateur 4.3. Couverture publique du Baromètre global de la corruption pour les membres de la fonction publique

*MdC* : <2,2 : +2 / 2,2-2,8 : +1 / 2,9-3,4 : 0 / 3,5-4 : -1 / >4 : -2

*Source* : *Transparency International, Global Corruption Barometer 2013*

### • Enjeu 2 : Gouvernance

Le premier indicateur analyse dans quelle mesure les dépenses et recettes de l'État sont transparentes et évaluées publiquement. Le deuxième indicateur tient compte de 15 critères comme le secret bancaire ou l'échange automatique d'informations, visant à mesurer le degré d'opacité entourant une juridiction, lequel peut avoir des conséquences sur le plan national, mais aussi dans le cadre d'opérations financières internationales offshore.

Indicateur 4.4. Indice d'ouverture budgétaire

*MdC* : *Absence de données* : -2 / <50 : 0 / 50-60 : +1 / 61-70 : +2 / 71-80 : +3 / >80 : +4

*Source* : *International Budget Partnership 2012*

Indicateur 4.5. Score de secret financier

*MdC* : <31 : +2 / 31-40 : +1 / 41-50 : 0 / 51-60 : -1 / >60 : -2

*Source* : *Financial Secrecy Index 2013, Tax Justice Network*

## Corruption et gouvernance

| PAYS               | INDICATEURS   |  |   |                                     |                                 |            |      | Conversion sur 10 |
|--------------------|---|--|---|-------------------------------------|---------------------------------|------------|------|-------------------|
|                    | Indice de perception de la corruption, secteur public (4.1) | Couverture publique du Baromètre global de la corruption pour le parlement/législature (4.2) | Couverture publique du Baromètre global de la corruption pour les membres de la fonction publique (4.3) | Indice d'ouverture budgétaire (4.4) | Score de secret financier (4.5) | Score brut |      |                   |
| <b>Plage</b>       | <b>+2 à -2</b>  | <b>+2 à -2</b>   | <b>+2 à -2</b>  | <b>+4 à -2</b>                      | <b>+2 à -2</b>                  |            |      |                   |
| Autriche           | 0   | n/a  | n/a   | -2                                  | -2                              | -4         | 2,73 |                   |
| Belgique           | 1   | -1   | -1  | -2                                  | 0                               | -3         | 3,18 |                   |
| Bulgarie           | -2  | -1   | -1  | 2                                   | n/a                             | -2         | 3,64 |                   |
| Croatie            | -2  | -1   | -1  | 2                                   | n/a                             | -2         | 3,64 |                   |
| Chypre             | 0   | -2   | -1  | -2                                  | -1                              | -6         | 1,82 |                   |
| République tchèque | -2  | -1   | -1  | 3                                   | n/a                             | -1         | 4,09 |                   |
| Danemark           | 2   | 1  | 1   | -2                                  | 1                               | 3          | 5,91 |                   |
| Estonie            | 0   | 0  | 0   | -2                                  | n/a                             | -2         | 3,64 |                   |
| Finlande           | 2   | 0  | 0   | -2                                  | n/a                             | 0          | 4,55 |                   |
| France             | 1   | -1   | 0   | 4                                   | 0                               | 4          | 6,36 |                   |
| Allemagne          | 1   | 0  | 0   | 3                                   | -1                              | 3          | 5,91 |                   |
| Grèce              | -2  | -2   | -1  | -2                                  | n/a                             | -7         | 1,36 |                   |
| Hongrie            | -1  | -1   | 0   | -2                                  | 1                               | -3         | 3,18 |                   |
| Irlande            | 0   | n/a  | n/a   | -2                                  | 1                               | -1         | 4,09 |                   |
| Italie             | -2  | -2   | -1  | 1                                   | 1                               | -3         | 3,18 |                   |
| Lettonie           | -2  | -1   | -1  | -2                                  | -1                              | -7         | 1,36 |                   |
| Lituanie           | -1  | -2   | -1  | -2                                  | n/a                             | -6         | 1,82 |                   |
| Luxembourg         | 1   | 0  | 0   | -2                                  | -2                              | -3         | 3,18 |                   |
| Malte              | -1  | n/a  | n/a   | -2                                  | 0                               | -3         | 3,18 |                   |
| Pays-Bas           | 2   | n/a  | n/a   | -2                                  | 0                               | 0          | 4,55 |                   |
| Pologne            | -1  | n/a  | n/a   | 1                                   | n/a                             | 0          | 4,55 |                   |
| Portugal           | 0   | -1   | 0   | 2                                   | 1                               | 2          | 5,46 |                   |
| Roumanie           | -2  | -1   | 0   | 0                                   | n/a                             | -3         | 3,18 |                   |
| Slovaquie          | -2  | -1   | -1  | 2                                   | n/a                             | -2         | 3,64 |                   |
| Slovenie           | 0   | -1   | -1  | 3                                   | n/a                             | 1          | 5,00 |                   |
| Espagne            | 0   | -1   | 0   | 2                                   | 1                               | 2          | 5,46 |                   |
| Suède              | 2   | n/a  | n/a   | 4                                   | 1                               | 7          | 7,73 |                   |
| Royaume-Uni        | 1   | -1   | 0   | 4                                   | -2                              | 2          | 5,46 |                   |

## Critère 5 : Cohésion sociale / Droits économiques et sociaux

L'une des conséquences des réponses à la crise financière et économique mondiale est l'exacerbation de la pauvreté et des disparités socio-économiques, qui génèrent la violation de droits humains fondamentaux, en particulier pour les groupes vulnérables. La question de la cohésion sociale et du respect des droits économiques et sociaux doit se trouver au centre de toute analyse de la situation des droits humains d'un État. En effet, indépendamment de sa situation économique, chaque État s'est engagé à prendre des mesures pour progresser dans le domaine des droits économiques et sociaux. Cette section examine les efforts des États pour protéger les habitants les plus vulnérables par le biais d'une série d'indicateurs qui traitent des facteurs clés contribuant au dénuement social et économique.

### • Enjeu 1 : Protection juridique des droits économiques, sociaux et culturels

Ces indicateurs mesurent si les États reconnaissent la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels devant les instances des Nations unies ou de l'Europe.

Indicateur 5.1. Ratification du Protocole facultatif du PIDESC (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels)

*MdC :* Ratification ou adhésion avec déclarations sous les articles 10 et 11 : +3/  
Ratification ou adhésion, absence de déclaration sous les articles 10 et 11 : +2/  
Signature : +1/ Absence de signature, ratification ou adhésion : -2

*Source :* Collection des traités des Nations unies, consultée en juillet 2014

Indicateur 5.2. Ratification du protocole facultatif à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

*MdC :* Ratification ou adhésion sans réserve : +3/ Ratification ou adhésion avec réserves : +2/ Signature : +1/ Absence de signature, ratification ou adhésion : -2

*Source :* Bureau des traités du Conseil de l'Europe, consulté en juillet 2014

### • Enjeu 2 : Droit à la sécurité sociale

Cet indicateur examine l'engagement de l'État à protéger ses citoyens les plus vulnérables par le biais d'une assistance financière.

Indicateur 5.3. Taux d'individus risquant de tomber dans la pauvreté après les transferts sociaux

*MdC :* <12 : +2 / 12-14 : +1 / 15-17% : 0 / 18-20 : -1 / >20 : -2

*Source :* Commission européenne, Eurostat 2012

*Remarque :* Les chiffres sont arrondis avant attribution du score

### • Enjeu 3 : Droit à l'éducation

Cet indicateur examine si les efforts de l'État en matière d'accès à l'éducation sont efficaces.

Indicateur 5.4. Pourcentage de la population totale (25 à 64 ans) ayant terminé au moins leur éducation secondaire

*MdC :* >90 : +2 / 81-90 : +1 / 71-80 : 0 / 60-70 : -1 / <60 : -2

*Source :* Commission européenne, Eurostat 2013

*Remarque :* Les chiffres sont arrondis avant attribution du score

### • Enjeu 4 : Niveau de vie suffisant

Ces indicateurs s'appuient sur des éléments largement reconnus constituant un niveau de vie acceptable (conditions de logement, alimentation), et étudient les disparités au sein de la population.

Indicateur 5.5. Pourcentage de la population totale vivant avec une fuite dans le toit, des murs, sols ou soubassements humides, des cadres de fenêtres ou des planchers pourris

*MdC :* <10 : +2 / 10-14 : +1 / 15-20 : 0 / 21-25 : -1 / >25 : -2

*Source :* Commission européenne, Eurostat 2012

*Remarque :* Les chiffres sont arrondis avant attribution du score

Indicateur 5.6. Pourcentage des ménages aux prises avec des charges financières lourdes en raison du coût des logements

*MdC :* <16 : +2 / 16-27 : +1 / 28-33 : 0 / 34-45 : -1 / 46-55 : -2 / >55 : -3

*Source :* Commission européenne, Eurostat 2012

Indicateur 5.7. Ampleur du déficit alimentaire

*MdC :* <4 : +2 / 4-8 : +1 / 9-13 : 0 / 14-19 : -1 / 20-24 : -2 / >24 : -3

*Source :* Indicateurs du développement dans le monde (WDI), 2012

Indicateur 5.8. Coefficient de GINI de l'inégalité

*MdC :* <0,26 : 2 / 0,26- 0,30 : 1 / 0,31-0,35 : 0 / 0,36-0,40 : -1 / >0,40 : -2

*Source :* Panorama des statistiques de l'OCDE, 2014

#### • **Enjeu 5 : Droit à la santé**

Ces indicateurs mesurent les efforts des États pour garantir à leurs habitants le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint.

Indicateur 5.9. Années de vie en bonne santé pour les filles à la naissance, en pourcentage de l'espérance de vie totale

*MdC :* >82 : +3 / 78-82 : +2 / 73-77 : +1 / 68-72 : 0 / 63-67 : -1 / <63 : -2

*Source :* Commission européenne, Eurostat 2012

*Remarque :* Les chiffres sont arrondis avant attribution du score

Indicateur 5.10. Dépenses à la charge des patients, en pourcentage des dépenses totales de santé

*MdC :* <8 : +3 / 8-12 : +2 / 13-18 : +1 / 19-23 : 0 / 24-28 : -1 / 29-33 : -2 / >33 : -3

*Source :* Organisation mondiale de la santé, Base de données sur les dépenses mondiales de santé, Comptes nationaux de la santé, 2012

*Remarque :* Les chiffres sont arrondis avant attribution du score



Cohésion sociale / Droits économiques et sociaux

| PAYS               | INDICATEURS  |   |   |  |  |   |                                      |  |  |  |     | Score brut | Conversion sur 10 |
|--------------------|--|---|---|--|--|---|--------------------------------------|--|--|--|-----|------------|-------------------|
|                    | Ratification du protocole facultatif de PIDESC (5.1) | Ratification du protocole facultatif à la Charte sociale européenne (5.2) | Taux d'individus risquant de tomber dans la pauvreté après les transferts sociaux (5.3) | Pourcentage de la population totale (25 à 64 ans) ayant terminé au moins leur éducation secondaire (5.4) | Pourcentage de la population totale vivant avec une fuite dans le toit, des murs, sols ou soubassements humides, des cadres de fenêtres ou des planchers pourris (5.5) | Pourcentage des ménages aux prises avec des charges financières lourdes en raison du coût des logements (5.6) | Ampleur du déficit alimentaire (5.7) | Coefficient de Gini de l'inégalité (5.8) | Années de vie en bonne santé pour les filles à la naissance, en pourcentage de l'espérance de vie totale (5.9) | Dépenses à la charge des patients, en pourcentage des dépenses totales de santé (5.10) |     |            |                   |
| Plage              | +3 à -2  | +3 à -2   | +2 à -2   | +2 à -2  | +2 à -2  | +2 à -3   | +2 à -2                              | +2 à -2                                  | +3 à -2  | +3 à -3  |     |            |                   |
| Autriche           | -2   | 1   | 1   | 1  | 1  | 1   | 2                                    | 1  | 1  | 1  | 8   | 6,52       |                   |
| Belgique           | 3  | 3   | 0   | 0  | 0  | 0   | 2                                    | 1  | 2  | 0  | 11  | 7,17       |                   |
| Bulgarie           | -2   | n/a   | -2  | 1  | 1  | -2  | -3                                   | n/a                                      | 3  | -3   | -7  | 3,26       |                   |
| Croatie            | -2   | 3   | -2  | 0  | 1  | -3  | 0                                    | n/a                                      | 2  | 1  | 0   | 4,78       |                   |
| Chypre             | -2   | 3   | 0   | 0  | -2   | -3  | -3                                   | n/a                                      | 1  | -3   | -9  | 2,82       |                   |
| République tchèque | -2   | 3   | 2   | 2  | 1  | 0   | 1                                    | 1  | 2  | 1  | 11  | 7,17       |                   |
| Danemark           | -2   | 1   | 1   | 0  | 0  | 2   | 1                                    | 2  | 1  | 1  | 7   | 6,3        |                   |
| Estonie            | -2   | -2  | -1  | 2  | 0  | 0   | -2                                   | 0  | 0  | 1  | -4  | 3,91       |                   |
| Finlande           | 3  | 2   | 1   | 1  | 2  | 1   | 1                                    | 1  | -1   | 0  | 11  | 7,17       |                   |
| France             | 2  | 3   | 1   | 0  | 1  | 1   | 2                                    | 1  | n/a  | 3  | 14  | 7,83       |                   |
| Allemagne          | -2   | -2  | 0   | 1  | 1  | 1   | 2                                    | 1  | 0  | 2  | 4   | 5,65       |                   |
| Grèce              | -2   | 3   | -2  | -1   | 0  | -1  | 2                                    | 0  | 2  | -2   | -1  | 4,56       |                   |
| Hongrie            | -2   | 1   | 1   | 1  | -1   | -1  | 0                                    | 1  | 1  | -1   | 0   | 4,78       |                   |
| Irlande            | 1  | 3   | 0   | 0  | 1  | -1  | 2                                    | 0  | 2  | 1  | 9   | 6,74       |                   |
| Italie             | 1  | 3   | -1  | -2   | -1   | -3  | 2                                    | 0  | n/a  | 0  | -1  | 4,56       |                   |
| Lettonie           | -2   | -2  | -1  | 1  | -2   | -1  | -3                                   | n/a                                      | 1  | -3   | -12 | 2,17       |                   |
| Lituanie           | 1  | -2  | -1  | 2  | 0  | -1  | 0                                    | n/a                                      | 1  | -2   | -2  | 4,35       |                   |
| Luxembourg         | 1  | -2  | 0   | 1  | 0  | -1  | 2                                    | 1  | 2  | 2  | 6   | 6,09       |                   |
| Malte              | -2   | -2  | 0   | -2   | 1  | -3  | 1                                    | n/a                                      | 3  | -2   | -6  | 3,48       |                   |
| Pays-Bas           | 1  | 3   | 2   | 0  | 0  | 2   | 1                                    | 1  | 0  | 3  | 13  | 7,61       |                   |
| Pologne            | -2   | -2  | 0   | 1  | 1  | -3  | 1                                    | 0  | 2  | 0  | -2  | 4,35       |                   |
| Portugal           | 2  | 3   | -1  | -2   | -1   | -1  | 2                                    | 0  | n/a  | -2   | 0   | 4,78       |                   |
| Roumanie           | -2   | -2  | -2  | 0  | 0  | -1  | 2                                    | n/a                                      | 1  | 0  | -4  | 3,91       |                   |
| Slovaquie          | 2  | 1   | 1   | 2  | 2  | 0   | -3                                   | 1  | -1   | 0  | 5   | 5,87       |                   |
| Slovénie           | 1  | 1   | 1   | 1  | -2   | -1  | 1                                    | 2  | -1   | 2  | 5   | 5,87       |                   |
| Espagne            | 2  | -2  | -2  | -2   | 1  | -3  | 1                                    | 0  | 1  | 0  | -4  | 3,69       |                   |
| Suède              | -2   | 3   | 1   | 1  | 2  | 2   | 0                                    | 1  | 3  | 1  | 12  | 7,39       |                   |
| Royaume-Uni        | -2   | -2  | 0   | 0  | 0  | 0   | 2                                    | 0  | n/a  | 2  | 0   | 4,78       |                   |

## Critère 6 : Système judiciaire droit à un procès équitable, torture et gestion des prisons

Ce critère traite de trois défis contemporains majeurs des systèmes judiciaires européens, dans le contexte d'une inquiétude croissante au sujet des droits à bénéficier d'un procès équitable, de ne pas être soumis à la torture, et d'être traité avec dignité pendant la détention.

### • Enjeu 1 : Droit à un procès équitable

Cet enjeu est mesuré à l'aune d'un seul critère : le degré de confiance des citoyens vis-à-vis de leur propre système judiciaire. Il est intéressant de noter que peu de systèmes nationaux bénéficient d'un niveau de confiance supérieur à 50 %.

Indicateur 6.1. Niveau de confiance dans le système judiciaire du pays

*MdC* : >63% : +2 / 54-63% : +1 / 44-53% : 0 / 34-43% : -1 / <34% : -2

*Source* : Eurobaromètre 2013

### • Enjeu 2 : Torture

La torture est revenue au premier plan des préoccupations en matière de droits humains en Europe. Suite aux terribles événements du 11 septembre 2001, de nombreux États européens se sont engagés à aider l'administration américaine de l'époque dans sa « guerre contre la terreur », ce qui, comme nous l'avons vu, a débouché sur des violations des droits humains et des comportements abusifs avec les suspects et les détenus, y compris la torture. Cet indicateur mesure le degré d'engagement des États à respecter pleinement les mécanismes juridiques conçus pour empêcher la torture.

Indicateur 6.2. Ratification du Protocole facultatif de la Convention contre la torture et les autres peines et traitements cruels, inhumains et dégradants

*MdC* : Ratification ou adhésion sans réserve : +3/ Ratification ou adhésion avec réserves : +2/ Signature : +1/ Absence de signature, ratification ou adhésion : -2

*Source* : Collection des traités des Nations unies, consultée en juillet 2014

### • Enjeu 3 : Gestion des prisons

Cet indicateur mesure un élément clé des conditions de détention. La surpopulation carcérale est non seulement préjudiciable à la dignité humaine des détenus, mais elle augmente aussi les risques de récidive.

Indicateur 6.3. Densité carcérale par 100 places

*MdC* : <97 : +2 / 97-102 : 0 / 103-110 : -1 / 110-120 : -2 / >120 ou absence de données : -3

*Source* : Population carcérale au 1er janvier 2014, statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe

## Système judiciaire (droit à un procès équitable, torture et gestion des prisons)

| PAYS               | INDICATEURS  |   |  |    |      | Score brut | Conversion sur 10 | Conversion sur 5 |
|--------------------|--|---|--|----|------|------------|-------------------|------------------|
|                    | Niveau de confiance dans le système judiciaire du pays (6.1) | Ratification du protocole facultatif de la Convention contre la torture (6.2) | Taux d'occupation carcérale par rapport à la capacité carcérale totale (6.3) |    |      |            |                   |                  |
| <b>Plage</b>       | <b>+2 à -2</b>   | <b>+3 à -2</b>  | <b>+2 à -3</b>   |    |      |            |                   |                  |
| Autriche           | 2  | 3   | 0  | 5  | 8,57 | 4,29       |                   |                  |
| Belgique           | -1   | 1   | -2   | -2 | 3,57 | 1,79       |                   |                  |
| Bulgarie           | -2   | 3   | -3   | -2 | 3,57 | 1,79       |                   |                  |
| Croatie            | -2   | 3   | -2   | -1 | 4,29 | 2,15       |                   |                  |
| Chypre             | 0  | 3   | -3   | 0  | 5    | 2,50       |                   |                  |
| République tchèque | -1   | 3   | 2  | 4  | 7,86 | 3,93       |                   |                  |
| Danemark           | 2  | 3   | 2  | 7  | 10   | 5,00       |                   |                  |
| Estonie            | 1  | 3   | 2  | 6  | 9,29 | 4,65       |                   |                  |
| Finlande           | 2  | 1   | 2  | 5  | 8,57 | 4,29       |                   |                  |
| France             | 0  | 3   | -2   | 1  | 5,72 | 2,86       |                   |                  |
| Allemagne          | 1  | 3   | 2  | 6  | 9,29 | 4,65       |                   |                  |
| Grèce              | -1   | 3   | -3   | -1 | 4,29 | 2,15       |                   |                  |
| Hongrie            | 0  | 3   | -3   | 0  | 5    | 2,50       |                   |                  |
| Irlande            | -1   | 1   | 2  | 2  | 6,43 | 3,22       |                   |                  |
| Italie             | -1   | 3   | -3   | -1 | 4,29 | 2,15       |                   |                  |
| Lettonie           | -1   | -2  | 2  | -1 | 4,29 | 2,15       |                   |                  |
| Lituanie           | -2   | 3   | 0  | 1  | 5,72 | 2,86       |                   |                  |
| Luxembourg         | 1  | 3   | 0  | 4  | 7,86 | 3,93       |                   |                  |
| Malte              | -1   | 3   | -3   | -1 | 4,29 | 2,15       |                   |                  |
| Pays-Bas           | 2  | 3   | 2  | 7  | 10   | 5,00       |                   |                  |
| Pologne            | -1   | 3   | 2  | 4  | 7,86 | 3,93       |                   |                  |
| Portugal           | -2   | 1   | -2   | -3 | 2,86 | 1,43       |                   |                  |
| Roumanie           | -2   | 3   | -2   | -1 | 4,29 | 2,15       |                   |                  |
| Slovaquie          | -2   | -2  | 2  | -2 | 3,57 | 1,79       |                   |                  |
| Slovénie           | -2   | 3   | -1   | 0  | 5    | 2,50       |                   |                  |
| Espagne            | 0  | 3   | 2  | 5  | 8,57 | 4,29       |                   |                  |
| Suède              | 2  | 3   | 2  | 7  | 10   | 5,00       |                   |                  |
| Royaume-Uni        | 0  | 3   | -3   | 0  | 5    | 2,50       |                   |                  |

## Critère 7 : Liberté d'expression et droit à l'information

La liberté d'expression, le droit d'accéder librement à l'information et le droit corollaire à la vie privée sont des aspects essentiels de tout régime respectant les droits humains. Malheureusement, nous n'avons pas pu inclure les deux indicateurs que nous avons utilisés dans le rapport 2012 pour mesurer la protection de la vie privée, en raison d'un manque de données actualisées. Nous avons inclus un nouvel indicateur sur la liberté d'expression des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexes (LGBTI).

### • Enjeu 1 : Liberté d'expression

Le premier indicateur concerne le niveau de liberté de la presse dans le pays. Même si elle est prise en compte dans l'index de liberté de la presse, la question de la concentration des médias n'a pas pu être incluse comme indicateur séparé dans cette étude en raison d'un manque de disponibilité des données. Alors que certains pays ont récemment adopté des lois discriminantes à l'égard de la liberté d'expression des personnes LGBTI, le deuxième indicateur attribue des points de malus aux États membres de l'UE s'étant dotés de telles législations.

Indicateur 7.1. Index de liberté de la presse, établi par Reporters sans frontières

*MdC :* <9 : +2 / 9-13 : +1 / 14-18 : 0 / 19-23 : -1 / >23 : -2

*Source :* *Reporters sans frontières en ligne 2013*

*Remarque :* *Les chiffres sont arrondis avant attribution du score*

Indicateur 7.2. Liberté de réunion, d'association et d'expression des personnes LGBTI

*MdC :* *Oui : 0 / Non : -2*

*Source :* *ILGA, Rainbow Europe 2014*

### • Enjeu 2 : Droit à l'information

Le droit à la liberté d'information est une fonction essentielle du droit à la liberté d'expression et constitue une ressource primordiale pour les journalistes et les citoyens ordinaires d'une société démocratique. Cet indicateur mesure le degré de liberté d'information concédé par les législations en vigueur dans les États membres de l'UE.

Indicateur 7.3. Notation globale du droit à l'information

*MdC :* >97 : +3 / 88-97 : +2 / 78-87 : +1 / 68-77 : 0 / 58-67 : -1 / 48-57 : -2 / <48 : -3

*Source :* *Centre pour la Loi et la Démocratie et Access Info Europe.org, 2013*

## Liberté d'expression et droit à l'information

| PAYS               | INDICATEURS   |   |   |    |            |                   | Conversion sur 5 |
|--------------------|---|---|---|----|------------|-------------------|------------------|
|                    | Index de liberté de la presse, établi par Reporters sans frontières (7.1) | Liberté de réunion, d'association et d'expression des personnes LGBTI (7.2) | Notation globale du droit à l'information (7.3) |    | Score brut | Conversion sur 10 |                  |
| <b>Pilage</b>      | <b>+2 à -2</b>  | <b>0 à -2</b>   | <b>+3 à -3</b>                                  |    |            |                   |                  |
| Autriche           | 1   | 0   | -3  | -2 | 4,17       | 2,09              |                  |
| Belgique           | 1   | 0   | -1  | 0  | 5,84       | 2,92              |                  |
| Bulgarie           | -2  | 0   | 2   | 0  | 5,84       | 2,92              |                  |
| Croatie            | -2  | -2  | 3   | -1 | 5          | 2,50              |                  |
| Chypre             | 0   | 0   | n/a   | 0  | 5,84       | 2,92              |                  |
| République tchèque | 1   | 0   | 0   | 1  | 6,67       | 3,34              |                  |
| Danemark           | 2   | 0   | -1  | 1  | 6,67       | 3,34              |                  |
| Estonie            | 1   | 0   | 2   | 3  | 8,33       | 4,17              |                  |
| Finlande           | 2   | 0   | 3   | 5  | 10,00      | 5,00              |                  |
| France             | -1  | 0   | -1  | -2 | 4,17       | 2,09              |                  |
| Allemagne          | 1   | 0   | -2  | -1 | 5          | 2,50              |                  |
| Grèce              | -2  | 0   | -1  | -3 | 3,34       | 1,67              |                  |
| Hongrie            | -2  | -2  | 1   | -3 | 3,34       | 1,67              |                  |
| Irlande            | 1   | 0   | 2   | 3  | 8,33       | 4,17              |                  |
| Italie             | -2  | 0   | -2  | -4 | 2,50       | 1,25              |                  |
| Lettonie           | -1  | 0   | 0   | -1 | 5          | 2,50              |                  |
| Lituanie           | 0   | -2  | -1  | -3 | 3,34       | 1,67              |                  |
| Luxembourg         | 2   | 0   | n/a   | 2  | 7,50       | 3,75              |                  |
| Malte              | -1  | 0   | 1   | 0  | 5,84       | 2,92              |                  |
| Pays-Bas           | 2   | 0   | 1   | 3  | 8,33       | 4,17              |                  |
| Pologne            | 1   | 0   | -1  | 0  | 5,84       | 2,92              |                  |
| Portugal           | 0   | 0   | 0   | 0  | 5,84       | 2,92              |                  |
| Roumanie           | -1  | 0   | 1   | 0  | 5,84       | 2,92              |                  |
| Slovaquie          | 1   | 0   | 0   | 1  | 6,67       | 3,34              |                  |
| Slovénie           | -1  | 0   | 3   | 2  | 7,50       | 3,75              |                  |
| Espagne            | -1  | 0   | 0   | -1 | 5,00       | 2,50              |                  |
| Suède              | 1   | 0   | 2   | 3  | 8,33       | 4,17              |                  |
| Royaume-Uni        | 0   | 0   | 3   | 3  | 8,33       | 4,17              |                  |

## Critère 8 : Droits au travail

En réponse à la crise mondiale, la tentation d'une « course vers le bas » pour les employeurs et les gouvernements en matière de droits des travailleurs constitue une menace pour les droits fondamentaux au travail. L'impact est particulièrement grand sur les conditions de travail, la sécurité de l'emploi et le droit à adhérer à un syndicat, qui sont considérés comme des éléments cruciaux lorsqu'il s'agit d'évaluer la manière dont les États européens assurent une protection constante des droits humains.

### • Enjeu 1 : Travail et emploi

Tandis que la précédente étude mesurait le nombre d'heures de travail réelles hebdomadaires dans l'emploi principal, les faibles disparités entre les États nous ont amenées à remplacer cet indicateur par la mesure du pourcentage d'employés exerçant un travail posté (également appelé travail en rotation, par exemple sur le modèle des « 3 x 8 heures »). Ce type d'organisation du travail précaire peut avoir différents effets préjudiciables sur la santé, la sécurité et la vie sociale des employés. Le deuxième indicateur fournit une évaluation relative de la sécurité du travail.

Indicateur 8.1. Employés en travail posté, en pourcentage du nombre total de d'employés

MdC : <12 : +2 / 12-17 : +1 / 18-22 : 0 / 23-28 : -1 / >28 : -2

Source : Commission européenne, Eurostat 2013

Indicateur 8.2. Pourcentage total d'employés avec un contrat à durée limitée

MdC : <4 : +2 / 4-7 : +1 / 8-12 : 0 / 13-16 : -1 / >16 : -2

Source : Commission européenne, Eurostat 2013

### • Enjeu 2 : Droits syndicaux

L'article 6 de la Charte Européenne révisée promeut la négociation collective et reconnaît le droit de grève. Les emplois vulnérables recensent les « travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs indépendants » qui sont peu susceptibles de bénéficier de la syndicalisation et des systèmes de santé et de retraite fournis par les employeurs. L'Index mondial des droits de la Confédération syndicale (CSI) internationale mesure les violations des droits à la liberté d'association, à la négociation collective et au droit de grève auxquelles sont confrontés les travailleurs, aussi bien dans la législation qu'en pratique.

Indicateur 8.3. Reconnaissance de l'article 6 de la Charte Européenne (révisée)

MdC : Ratification ou adhésion sans réserve : +3/ Ratification ou adhésion avec

réserve : +2/ Signature : +1/ Absence de signature, ratification ou adhésion : -2

Source : Conseil de l'Europe 2014, situation au 26 mars 2013

Indicateur 8.4. Pourcentage d'emplois vulnérables par rapport au nombre total d'emplois

MdC : <5 : +2 / 5-9 : +1 / 10-14 : 0 / 15-19 : -1 / >19 : -2

Source : Banque Mondiale 2012 (chiffres les plus récents)

Indicateur 8.5. Index mondial des droits de la CSI

MdC : 1 (infractions irrégulières) : 0 / 2 (infractions répétées) ou 3 (infractions régulières) : -1 / 4 (infractions systématiques) : -2 / 5 (aucune garantie des droits) : -3

Source : Confédération syndicale internationale, 2014

## Droits au travail

| PAYS               | INDICATEURS   |  |   |                         |                                    |            |                   | Score brut | Conversion sur 10 |
|--------------------|---|--|---|-------------------------|------------------------------------|------------|-------------------|------------|-------------------|
|                    | Employés travaillant par quarts en pourcentage du nombre total d'employés (8.1) | Pourcentage total d'employés avec un contrat à durée limitée (8.2) | Reconnaissance de l'article 6 de la Charte Européenne (révisée) (8.3) | Emploi vulnérable (8.4) | Index mondial des droits CSI (8.5) | Score brut | Conversion sur 10 |            |                   |
| <b>Plage</b>       | <b>+2 à -2</b>  | <b>+2 à -2</b>   | <b>+3 à -2</b>  | <b>+2 à -2</b>          | <b>0 à -3</b>                      |            |                   |            |                   |
| Autriche           | 0   | 0  | 3   | 1                       | n/a                                | 4          | 7,5               |            |                   |
| Belgique           | 2   | 0  | 3   | 0                       | 0                                  | 5          | 8                 |            |                   |
| Bulgarie           | 0   | 1  | 3   | 1                       | -1                                 | 4          | 7,5               |            |                   |
| Croatie            | -2  | -1   | 1   | -1                      | -1                                 | -4         | 3,50              |            |                   |
| Chypre             | 1   | -2   | 3   | 0                       | n/a                                | 2          | 6,5               |            |                   |
| République tchèque | -2  | 0  | 1   | -1                      | -1                                 | -3         | 4                 |            |                   |
| Danemark           | 2   | 0  | 1   | 1                       | 0                                  | 4          | 7,5               |            |                   |
| Estonie            | 1   | 1  | 3   | 1                       | 0                                  | 6          | 8,5               |            |                   |
| Finlande           | 0   | -1   | 3   | 0                       | 0                                  | 2          | 6,5               |            |                   |
| France             | 2   | -2   | 3   | 1                       | 0                                  | 4          | 7,5               |            |                   |
| Allemagne          | 1   | -1   | 1   | 1                       | 0                                  | 2          | 6,5               |            |                   |
| Grèce              | -1  | 0  | 1   | -2                      | -3                                 | -5         | 3                 |            |                   |
| Hongrie            | 0   | 0  | 3   | 1                       | -1                                 | 3          | 7,00              |            |                   |
| Irlande            | 0   | 0  | 3   | 0                       | -1                                 | 2          | 6,5               |            |                   |
| Italie             | 0   | -1   | 3   | -1                      | 0                                  | 1          | 6                 |            |                   |
| Lettonie           | -1  | 1  | 3   | 1                       | -1                                 | 3          | 7                 |            |                   |
| Lituanie           | 1   | 2  | 3   | 1                       | 0                                  | 7          | 9                 |            |                   |
| Luxembourg         | 1   | 1  | 1   | 1                       | n/a                                | 4          | 7,5               |            |                   |
| Malte              | 0   | 0  | 3   | 1                       | n/a                                | 4          | 7,5               |            |                   |
| Pays-Bas           | 2   | -2   | 2   | 0                       | 0                                  | 2          | 6,5               |            |                   |
| Pologne            | -2  | -2   | 1   | -1                      | -1                                 | -5         | 3                 |            |                   |
| Portugal           | 0   | -2   | 2   | -1                      | -1                                 | -2         | 4,5               |            |                   |
| Roumanie           | -1  | 2  | 3   | -2                      | -1                                 | 1          | 6                 |            |                   |
| Slovaquie          | -2  | 1  | 3   | 0                       | 0                                  | 2          | 6,5               |            |                   |
| Slovénie           | -2  | -2   | 3   | 0                       | n/a                                | -1         | 5                 |            |                   |
| Espagne            | 0   | -2   | 1   | 0                       | -1                                 | -2         | 4,5               |            |                   |
| Suède              | -1  | -2   | 3   | 1                       | 0                                  | 1          | 6                 |            |                   |
| Royaume-Uni        | 0   | 1  | 1   | 0                       | -1                                 | 1          | 6                 |            |                   |

## Section B : Respect par les États des droits humains au niveau international

En plus de respecter les droits humains sur leur propre territoire, les États ont des obligations qui dépassent leurs frontières, consistant à respecter, protéger et mettre en œuvre les droits humains, et en particulier à créer un environnement politique propice à la protection globale de ces droits.

### Critère 9 : Promotion de la justice internationale et des droits humains

Ce critère mesure l'engagement des États à lutter contre l'impunité des crimes internationaux et à soutenir et adopter les mécanismes les plus récents des Nations unies en faveur des droits humains. Le renforcement de la justice internationale et du droit international relatif aux droits humains constitue un aspect crucial de l'engagement d'un État à respecter, protéger et mettre en œuvre les droits humains.

#### • Enjeu 1 : Coopération avec les organisations internationales

Les deux indicateurs mesurent l'incorporation au code pénal national des États du Statut de Rome relatif à la Cour pénale internationale (CPI), ainsi que le niveau de leur contribution au Fonds au profit des victimes de la CPI, qui est un outil important afin de garantir le droit à réparation des victimes.

Indicateur 9.1. Existence d'une législation nationale relative à la coopération avec la CPI et incorporation du statut de la CPI dans le code pénal

MdC : Oui : +1 / Non : -2

Source : CPI Coalition Europe (consulté en août 2014)

Indicateur 9.2. Contributions volontaires au Fonds au profit des victimes de la CPI

MdC : Contributions volontaires effectuées en 2011-2013 : +2 / Contributions effectuées uniquement avant 2011 : +1 / Aucune contribution : 0

Source : [www.trustfundforvictims.org](http://www.trustfundforvictims.org)

#### • Enjeu 2 : Initiatives de l'État visant à remplir ses obligations en matière de droits humains au plan international

Le premier indicateur recense la ratification de la Convention sur la protection des personnes contre les disparitions forcées. Le second porte sur l'adoption d'un plan d'action national (PAN) pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité.

Indicateur 9.3. Ratification de la Convention relative à la protection des personnes contre les disparitions forcées

MdC : Ratification ou adhésion sans réserve : +3/ Ratification ou adhésion avec réserves : +2/ Signature : +1/ Absence de signature, ratification ou adhésion : -2

Source : BHCDH (statut en août 2014)

Indicateur 9.4. Plan d'action national (PAN) pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité.

MdC : PAN : +2 / Aucun PAN : -2

Source : PeaceWomen.Org, 2014



## Promotion de la justice internationale et des droits humains

| PAYS               | INDICATEURS   |   |  |   |    | Score brut | Conversion sur 10 |
|--------------------|---|---|--|---|----|------------|-------------------|
|                    | Existence d'une législation nationale relative à la coopération avec la CPI et incorporation du statut de la CPI dans le code pénal (9.1) | Contributions volontaires au Fonds au profit des victimes de la CPI (9.2) | Ratification de la Convention relative à la protection des personnes contre les disparitions forcées (9.3) | Plan d'action national (PAN) pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité (9.4) |    |            |                   |
| <b>Plage</b>       | <b>+1 à -2</b>  | <b>+2 à 0</b>   | <b>+3 à -2</b>   | <b>+2 à -2</b>  |    |            |                   |
| Autriche           | -2  | 2   | 3  | 2   | 5  | 7,86       |                   |
| Belgique           | 1   | 2   | 3  | 2   | 8  | 10,00      |                   |
| Bulgarie           | 1   | 0   | 1  | -2  | 0  | 4,29       |                   |
| Croatie            | 1   | 0   | 1  | 2   | 4  | 7,14       |                   |
| Chypre             | -2  | 0   | 1  | -2  | -3 | 2,15       |                   |
| République tchèque | -2  | 2   | -2   | -2  | -4 | 1,43       |                   |
| Danemark           | 1   | 1   | 1  | 2   | 5  | 7,86       |                   |
| Estonie            | 1   | 2   | -2   | 2   | 3  | 6,43       |                   |
| Finlande           | 1   | 2   | 1  | 2   | 6  | 8,57       |                   |
| France             | -2  | 1   | 3  | 2   | 4  | 7,14       |                   |
| Allemagne          | 1   | 2   | 3  | 2   | 8  | 10,00      |                   |
| Grèce              | -2  | 0   | 1  | -2  | -3 | 2,15       |                   |
| Hongrie            | -2  | 2   | -2   | -2  | -4 | 1,43       |                   |
| Irlande            | 1   | 2   | 1  | 2   | 6  | 8,57       |                   |
| Italie             | -2  | 0   | 1  | 2   | 1  | 5          |                   |
| Lettonie           | -2  | 1   | -2   | -2  | -5 | 0,72       |                   |
| Lituanie           | 1   | 0   | 3  | 2   | 6  | 8,57       |                   |
| Luxembourg         | -2  | 1   | 1  | -2  | -2 | 2,86       |                   |
| Malte              | 1   | 0   | 1  | -2  | 0  | 4,29       |                   |
| Pays-Bas           | 1   | 2   | 3  | 2   | 8  | 10,00      |                   |
| Pologne            | -2  | 2   | 1  | -2  | -1 | 3,57       |                   |
| Portugal           | -2  | 0   | 3  | 2   | 3  | 6,43       |                   |
| Roumanie           | -2  | 0   | 1  | -2  | -3 | 2,15       |                   |
| Slovaquie          | -2  | 0   | 1  | -2  | -3 | 2,15       |                   |
| Slovénie           | 1   | 1   | 1  | 2   | 5  | 7,86       |                   |
| Espagne            | 1   | 1   | 3  | 2   | 7  | 9,29       |                   |
| Suède              | -2  | 1   | 1  | 2   | 2  | 5,72       |                   |
| Royaume-Uni        | 1   | 2   | -2   | 2   | 3  | 6,43       |                   |

## **Critère 10 : Aide au développement / Contributions financières à l'ONU**

Ce critère évalue les obligations d'assistance et de coopération internationale des États, conformément à l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'article 2 engage les États à fournir, au maximum de leur ressources disponibles, une assistance financière et technique pour aider les pays dans le besoin, afin d'assurer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels en s'attaquant à la pauvreté mondiale. La crise financière mondiale ne doit pas être utilisée comme un prétexte par les États pour se soustraire à cette obligation.

### **• Enjeu 1 : Aide publique au développement (APD)**

L'aide publique au développement, tout en n'étant pas nécessairement liée à la promotion active des droits humains, en particulier en l'absence d'évaluation approfondie et systématique de l'impact sur les droits humains des projets financés, reflète néanmoins la mesure dans laquelle l'État est enclin à honorer ses obligations en matière d'assistance économique internationale. Dans un contexte où les programmes de l'APD s'appuient de plus en plus sur le secteur privé, les conditions liées aux droits humains prennent une importance croissante, même s'il n'existe actuellement aucun indicateur permettant de les mesurer de manière adéquate dans le contexte de cette étude.

Indicateur 10.1. APD bilatérale dépensée par les pays donateurs de l'OCDE, en pourcentage du PIB

*MdC :* >50 % d'augmentation : +2 / augmentation jusqu'à 50 % : +1 / Aucun changement : 0 / diminution jusqu'à 50 % : -1 / > 50% de diminution : -2

*Source :* Base de données de l'OCDE et base de données des indicateurs du développement dans le monde (données 2011-2012) (dollars américains, prix courants)

### **• Enjeu 2 : Contributions financières à l'ONU**

Cet indicateur illustre l'ampleur de l'engagement financier des États à soutenir la protection des droits humains, en particulier par le biais Haut Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme.

Indicateur 10.2. Évolution des contributions monétaires volontaires au HCNUDH en pourcentage du PIB

*MdC :* >50 % d'augmentation : +2 / augmentation jusqu'à 50 % : +1 / Aucun changement : 0 / Diminution : -1 / aucune contribution : -2

*Source :* Rapports annuels du HCNUDH 2012 et 2013 (dollars américains, prix courants)

## Aide internationale au développement / Contributions financières à l'ONU

| PAYS               | INDICATEURS  |   |            |                   |                  |
|--------------------|--|---|------------|-------------------|------------------|
|                    | APD bilatérale dépensée par les pays donateurs de l'OCDE, en pourcentage du PIB (10.1) | Évolution des contributions monétaires volontaires au HCNUDH en pourcentage du PIB (10.2) | Score brut | Conversion sur 10 | Conversion sur 5 |
| <b>Plege</b>       | +2 à -2  | +2 à -2   |            |                   |                  |
| Autriche           | 1  | -1  | 0          | 5                 | 2,5              |
| Belgique           | -1   | -1  | -2         | 2,50              | 1,25             |
| Bulgarie           | -2   | 1   | -1         | 3,75              | 1,875            |
| Croatie            | n/a  | -2  | -2         | 2,50              | 1,25             |
| Chypre             | -1   | -1  | -2         | 2,50              | 1,25             |
| République tchèque | -1   | -1  | -2         | 2,50              | 1,25             |
| Danemark           | -1   | 2   | 1          | 6,25              | 3,125            |
| Estonie            | 1  | 2   | 3          | 8,75              | 4,375            |
| Finlande           | 0  | 1   | 1          | 6,25              | 3,125            |
| France             | 0  | 1   | 1          | 6,25              | 3,125            |
| Allemagne          | 1  | -1  | 0          | 5                 | 2,5              |
| Grèce              | -1   | 2   | 1          | 6,25              | 3,125            |
| Hongrie            | 0  | -1  | -1         | 3,75              | 1,875            |
| Irlande            | -1   | -1  | -2         | 2,50              | 1,25             |
| Italie             | -2   | -1  | -3         | 1,25              | 0,625            |
| Lettonie           | 0  | -1  | -1         | 3,75              | 1,875            |
| Lituanie           | 0  | -2  | -2         | 2,50              | 1,25             |
| Luxembourg         | 1  | 1   | 2          | 7,5               | 3,75             |
| Malte              | -1   | -2  | -3         | 1,25              | 0,625            |
| Pays-Bas           | -1   | -1  | -2         | 2,50              | 1,25             |
| Pologne            | 0  | 1   | 1          | 6,25              | 3,125            |
| Portugal           | -1   | -1  | -2         | 2,50              | 1,25             |
| Roumanie           | 0  | 1   | 1          | 6,25              | 3,125            |
| Slovaquie          | 0  | 2   | 2          | 7,50              | 3,75             |
| Slovénie           | 0  | 2   | 2          | 7,50              | 3,75             |
| Espagne            | -2   | -1  | -3         | 1,25              | 0,625            |
| Suède              | 1  | 1   | 2          | 7,50              | 3,75             |
| Royaume-Uni        | 1  | -1  | 0          | 5                 | 2,5              |

## Critère 11 : Contrôle des armements

De manière similaire aux critères sur la corruption et la bonne gouvernance, la production et le commerce d'armes demeurent un facteur de risque élevé d'une complicité potentielle des États à des violations des droits humains, en particulier en ce qui concerne les pays importants des armes produites dans l'UE. Ce critère examine la coopération de la part des États pour contrôler et réduire la production et le commerce mondiaux d'armes, comme vecteur de paix et de sécurité.

### • Enjeu 1 : Désarmement

Les quatre indicateurs mesurent le degré d'engagement des États à réguler ou abolir la fabrication particulièrement controversée d'armes létales, respectivement les armes légères, les munitions à fragmentation, les mines anti-personnel et toutes les armes conventionnelles.

Indicateur 11.1. Ratification du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions

*MdC :* Ratification, acceptation ou adhésion sans réserve : +3/ Ratification, acceptation ou adhésion avec réserves : +2/ Signature : +1 / pas de ratification, acceptation ni adhésion : -2

*Source :* Collection des traités des Nations unies, consultée en août 2014

Indicateur 11.2. Ratification de la Convention relative aux munitions à fragmentation

*MdC :* Ratification, adhésion, approbation ou acceptation sans réserve : +3/ Ratification, adhésion, approbation ou acceptation avec réserve : +2/ Signature : +1 / pas de ratification, adhésion, approbation ni acceptation : -2

*Source :* Collection des traités des Nations unies, consultée en août 2014

Indicateur 11.3. Ratification et mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines anti-personnel et sur leur destruction

*MdC :* Partie I : ratification ou adhésion : 0 / signature mais pas de ratification : -1 / Absence de signature : -2

*Partie II : points supplémentaires en l'absence de stockage ou de mines sur le territoire : +1 / en l'absence de stockage et de mines sur le territoire : +4*

*Partie III : points supplémentaires si les stocks ont été détruits et le déminage terminé (si des mines étaient présentes) : +3/ stocks détruits et déminage terminé (si des mines étaient présentes) : +2 / stocks en cours de destruction ou déminage en cours ou délais accepté ou prolongation requise (si des mines sont présentes) : +1 /*

*Source :* Collection des traités des Nations unies, (consultée en août 2014) ; Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel (consultée en août 2014) ; Observatoire des mines et des armes à sous-munitions (consulté en août 2014)

Indicateur 11.4. Ratification du traité sur le commerce des armes

*MdC :* Ratification, adhésion, approbation ou acceptation sans réserve : +3/ Ratification, adhésion, approbation ou acceptation avec réserve : +2/ Signature : +1 / pas de ratification, adhésion, approbation ni acceptation : -2

*Source :* Collection des traités des Nations unies, statut en août 2014

• **Enjeu 2 : Exportations militaires et d'armes**

Plusieurs États membres de l'UE sont dotés d'industries de l'armement florissantes. Les deux indicateurs mesurent la valeur des industries de l'armement nationales dans les États membres de l'UE ainsi que la valeur relative des dépenses en armement des États.

Indicateur 11.5 : Indicateurs de tendances pour les exportations d'armes vers tous les pays.

MdC :           Aucun transfert : 0 / transferts de 1-40 millions de dollars américains : -1 /  
                  transferts de 41-80 : -2 / transferts de 81-120 : -3 / transferts de 121-150 : -4 /  
                  transferts >150 : -5

Source :        Stockholm Intl. Peace Research Institute, base de données sur les transferts  
                  d'armes. Données de 2013 issues de la base de données des indicateurs de la  
                  Banque mondiale

Indicateur 11.6. Rapport des dépenses de santé par rapport aux dépenses militaires, en  
pourcentage du PIB

MdC :           *Rapport <5 : -2 / 5-9 : -1 / 10-14 : 0 / >14 : +1*

Source :        *Banque mondiale 2012*

## Contrôle des armements

| PAYS               | INDICATEURS   |   |  |   |   |   |    | Score brut | Conversion sur 10 |
|--------------------|---|---|--|---|---|---|----|------------|-------------------|
|                    | Ratification du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions (11.1) | Ratification de la Convention relative aux munitions à fragmentation (11.2) | Ratification et mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines anti-personnel et sur leur destruction (11.3) | Ratification du traité sur le commerce des armes (11.4) | Indicateur de tendances pour les exportations d'armes vers tous les pays (11.5) | Ratio des dépenses de santé par rapport aux dépenses militaires, en pourcentage du PIB (11.6) |    |            |                   |
| <b>Plage</b>       | <b>+3 à -2</b>  | <b>+3 à -2</b>  | <b>+4 à -2</b>   | <b>+3 à -2</b>  | <b>0 à -5</b>   | <b>+1 à -2</b>  |    |            |                   |
| Autriche           | 3   | 3   | 4  | 3   | -1  | 0   | 12 | 9,31       |                   |
| Belgique           | 3   | 3   | 4  | 3   | -2  | 0   | 11 | 8,97       |                   |
| Bulgarie           | 3   | 3   | 3  | 3   | -1  | 0   | 11 | 8,97       |                   |
| Croatie            | 3   | 3   | 1  | 3   | n/a   | -2  | 8  | 7,93       |                   |
| Chypre             | 3   | 1   | 2  | 1   | n/a   | -2  | 5  | 6,90       |                   |
| République tchèque | 3   | 3   | 4  | 1   | -1  | -1  | 9  | 8,28       |                   |
| Danemark           | 1   | 3   | 3  | 3   | -1  | -1  | 8  | 7,93       |                   |
| Estonie            | 3   | -2  | 4  | 3   | n/a   | -2  | 6  | 7,24       |                   |
| Finlande           | 3   | -2  | 2  | 3   | -3  | -1  | 2  | 5,86       |                   |
| France             | -2  | 3   | 3  | 3   | -5  | -1  | 1  | 5,52       |                   |
| Allemagne          | 1   | 3   | 3  | 3   | -5  | -1  | 4  | 6,55       |                   |
| Grèce              | 3   | -2  | 1  | 1   | n/a   | -2  | 1  | 5,52       |                   |
| Hongrie            | 3   | 3   | 3  | 3   | n/a   | -1  | 11 | 8,97       |                   |
| Irlande            | -2  | 3   | 4  | 3   | -1  | 1   | 8  | 7,93       |                   |
| Italie             | 3   | 3   | 4  | 3   | -5  | -1  | 7  | 7,59       |                   |
| Lettonie           | 3   | -2  | 4  | 3   | n/a   | -1  | 7  | 7,59       |                   |
| Lituanie           | 3   | 3   | 4  | 1   | n/a   | -1  | 10 | 8,62       |                   |
| Luxembourg         | 1   | 3   | 4  | 3   | n/a   | 0   | 11 | 8,97       |                   |
| Malte              | -2  | 3   | 4  | 3   | n/a   | 1   | 9  | 8,28       |                   |
| Pays-Bas           | 3   | 3   | 4  | 1   | -5  | 0   | 6  | 7,24       |                   |
| Pologne            | 3   | -2  | 2  | 1   | -4  | -2  | -2 | 4,48       |                   |
| Portugal           | 3   | 3   | 4  | 1   | n/a   | -1  | 10 | 8,62       |                   |
| Roumanie           | 3   | -2  | 4  | 3   | -3  | -2  | 3  | 6,21       |                   |
| Slovaquie          | 3   | -2  | 4  | 3   | n/a   | -1  | 7  | 7,59       |                   |
| Slovénie           | 3   | 3   | 4  | 3   | n/a   | -1  | 12 | 9,31       |                   |
| Espagne            | 3   | 3   | 4  | 3   | -5  | -1  | 7  | 7,59       |                   |
| Suède              | 3   | 3   | 4  | 3   | -5  | -1  | 7  | 7,59       |                   |
| Royaume-Uni        | 1   | 3   | 2  | 3   | -5  | -2  | 2  | 5,86       |                   |

## Critère 12 : Promotion de la responsabilité des entreprises opérant à l'étranger

Ce dernier critère relatif aux droits humains porte sur l'obligation des États de protéger les individus contre les violations commises par les entreprises sous leur juridiction pour leurs activités à l'étranger. En d'autres termes, il s'agit de mesurer la manière dont les États régulent les activités à l'étranger des entreprises basées dans l'UE et les violations des droits humains qui y sont associées. La question des obligations des États et de la responsabilité des entreprises en matière de droits humains fait actuellement l'objet de nombreux débats et de plusieurs développements récents au niveau de l'UE et des Nations unies, auxquels la FIDH a contribué.

Le premier indicateur examine les efforts de l'État en ce qui concerne la mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et le degré d'indépendance du Point de Contact National (PCN) que les pays membres de l'OCDE doivent établir afin de diffuser les Principes directeurs et examiner les « instances spécifiques » d'infractions à ces principes commises par les entreprises. Le degré d'indépendance du PCN est considéré comme le facteur déterminant de cette notation. Le deuxième indicateur mesure la taille des secteurs non réglementés ou informels des économies européennes. À défaut de meilleur indicateur, il est utilisé comme mesure de substitution de l'évasion fiscale des entreprises et indique, même de manière partielle, la responsabilité de l'entreprise au niveau national. Le troisième indicateur attribue un bonus aux pays qui exigent de leurs entreprises la divulgation d'informations concernant les questions extra-financières (environnementales, sociales et de gouvernance).

### Indicateur 12.1. Existence et structure d'un Point de Contact National de l'OCDE

*MdC* : Oui, structure multipartite (gouvernement, entreprises, syndicats, ONG ou experts indépendants) : +1 / Oui, structure gouvernementale : 0 / Oui, structure bipartite (gouvernement et entreprises seulement) : -1 / N'est pas membre : -2

Source : OCDE 2011

### Indicateur 12.2. Économie parallèle, en pourcentage du PIB

*MdC* : <6 % =0 / 6-10 % =-1 / 11-15 % =-2 / 16-20 % =-3 / >20 % =-4

Source : CESifo Group Munich, (Center for Economic Studies, the Ifo Institute, and Munich Society for the Promotion of Economic Research) (consulté en août). Chiffres pour 2013

### Indicateur 12.3. Exigences de divulgation pour les entreprises sur des critères ESG

*MdC* : Aucun rapport obligatoire (transposition de la Directive européenne seulement) ou absence de données : -1 /

Rapport obligatoire, thématique seulement +1 /

Rapport obligatoire, thématique et/ou spécifique au secteur : +2 / Rapport générique obligatoire, pouvant ou non être accompagné d'un rapport thématique ou spécifique au secteur : +3

Source : Global Reporting Initiative, rapport Carrots and Sticks actualisé en 2013

## Promotion de la responsabilité des entreprises opérant à l'étranger

| PAYS               | INDICATEURS  |  |   |            |                   |                  |
|--------------------|--|--|---|------------|-------------------|------------------|
|                    | Existence et structure d'un Point de Contact National de l'OCDE (12.1) | Économie parallèle, en pourcentage du PIB (12.2) | Exigences de rapport pour les entreprises sur l'environnement, les aspects sociaux et la gouvernance (ESG) (12.3) | Score brut | Conversion sur 10 | Conversion sur 5 |
| <b>Plage</b>       | <b>+1 à -2</b>   | <b>0 à -4</b>                                    | <b>+3 à -1</b>  |            |                   |                  |
| Autriche           | 0  | -1   | 3   | 2          | 8,18              | 4,09             |
| Belgique           | 1  | -3   | 1   | -1         | 5,46              | 2,73             |
| Bulgarie           | -2   | -4   | -1  | -7         | 0                 | 0,00             |
| Croatie            | -2   | -4   | -1  | -7         | 0                 | 0,00             |
| Chypre             | -2   | -4   | -1  | -7         | 0                 | 0,00             |
| République tchèque | 0  | -3   | -1  | -4         | 2,73              | 1,37             |
| Danemark           | 1  | -2   | 1   | 0          | 6,36              | 3,18             |
| Estonie            | 1  | -4   | -1  | -4         | 2,73              | 1,37             |
| Finlande           | 1  | -2   | 3   | 2          | 8,18              | 4,09             |
| France             | 1  | -1   | 3   | 3          | 9,09              | 4,55             |
| Allemagne          | 0  | -2   | 3   | 1          | 7,27              | 3,64             |
| Grèce              | 0  | -4   | -1  | -5         | 1,82              | 0,91             |
| Hongrie            | 0  | -4   | 3   | -1         | 5,46              | 2,73             |
| Irlande            | 0  | -2   | -1  | -3         | 3,64              | 1,82             |
| Italie             | 0  | -4   | -1  | -5         | 1,82              | 0,91             |
| Lettonie           | 1  | -4   | -1  | -4         | 2,73              | 1,37             |
| Lituanie           | 1  | -4   | -1  | -4         | 2,73              | 1,37             |
| Luxembourg         | 1  | -1   | -1  | -1         | 5,46              | 2,73             |
| Malte              | -2   | -4   | -1  | -7         | 0                 | 0,00             |
| Pays-Bas           | 1  | -1   | 3   | 3          | 9,09              | 4,55             |
| Pologne            | 0  | -4   | -1  | -5         | 1,82              | 0,91             |
| Portugal           | 0  | -2   | 2   | 0          | 6,36              | 3,18             |
| Roumanie           | -1   | -4   | -1  | -6         | 0,91              | 0,46             |
| Slovaquie          | 0  | -2   | -1  | -3         | 3,64              | 1,82             |
| Slovénie           | 1  | -4   | -1  | -4         | 2,73              | 1,37             |
| Espagne            | 0  | -3   | 3   | 0          | 6,36              | 3,18             |
| Suède              | 1  | -2   | 3   | 2          | 8,18              | 4,09             |
| Royaume-Uni        | 0  | -1   | 3   | 2          | 8,18              | 4,09             |



## **Section C : Respect par les États de l'environnement et développement durable**

Cette partie de l'étude s'appuie sur les recherches menées par l'agence de notation MSCI ESG Sovereign Ratings. MSCI ESG Research évalue le niveau d'exposition d'un pays au risque ESG ainsi que la manière dont ce risque est géré. Le premier critère cherche à évaluer la situation du pays en termes de préservation de l'environnement, tandis que le second porte sur l'efficacité de la gestion des risques environnementaux par les États. Bien que la FIDH ait conservé ces deux aspects, à savoir l'exposition et la gestion environnementale, seuls les défis et indicateurs qui semblaient pertinents d'un point de vue « droits humains » ont été conservés. Les indicateurs tendant à pénaliser les pays ayant moins de ressources naturelles ont été écartés. Le premier critère peut être compris comme un état des lieux du respect de l'environnement (biodiversité, niveau de pollution) et le second comme une évaluation des politiques publiques (conservation des ressources, gestion de l'eau et de l'énergie). Ces questions sont étroitement liées aux droits humains, comme le droit à l'eau (gestion de l'eau), à un environnement sain (biodiversité, pollution...) et à la santé (pollution), en particulier pour les générations futures. Les forts niveaux de consommation d'énergie sont en relation directe avec le changement climatique, qui aura, et a déjà, des impacts sur la jouissance des droits humains, en particuliers des groupes les plus vulnérables (droit à la nourriture, droit à l'eau, droits des migrants, etc.).

Certains indicateurs qui varient peu d'un pays européen à l'autre, comme l'accès à l'eau potable, n'ont pas été conservés. Les indicateurs de ces sections sont tirés des dernières versions de sources suivantes, disponibles au moment de la rédaction : Indicateurs du développement dans le monde (WDI, Banque mondiale), Environmental Performance Index (EPI, Université de Yale), rapport sur le développement mondial (RDH du PNUD), et Global Footprint Network.

### **Critère 13 : Exposition environnementale**

#### **• Enjeu 1 : Vulnérabilité aux événements environnementaux**

Cet enjeu est mesuré par des indicateurs sur la biocapacité (la surface de terres fertiles et d'eau disponible pour produire des ressources ou absorber le dioxyde de carbone, en tenant compte des pratiques de gestion actuelles) et le pourcentage d'espèces menacées.

Indicateur 13.1. Biocapacité

*MdC :* ha par personne

*Source :* Global footprint network

Indicateur 13.2. Espèces menacées

*MdC :* % de toutes les espèces

*Source :* RDH

#### **• Enjeu 2. Externalités environnementales / Niveaux d'émissions**

Cet enjeu est mesuré par les concentrations de particules dans un pays et la proportion d'émission d'oxyde d'azote, de dioxyde de soufre et de composés organiques volatiles non méthaniques.

Indicateur 13.3. Concentrations de particules (PM10)

*MdC :* Microgrammes par mètre cube au niveau national.

*Source :* WDI

Indicateur 13.4. Émission d'oxyde d'azote

*MdC :* Émissions rapportées à la surface habitée (Gg par 1000 km<sup>2</sup>)

*Source :* EPI

Indicateur 13.5. Émission de dioxyde de soufre

*MdC :* Émissions rapportées à la surface habitée (Gg par 1000 km<sup>2</sup>)

*Source :* EPI

Indicateur 13.6. Émissions de composés organiques volatiles non méthaniques

*MdC :* Émissions de NMVOC rapportées à la surface habitée (Gg par 1000 km<sup>2</sup>)

*Source :* EPI

## Exposition environnementale

| PAYS               | INDICATEURS        |                         |                                     |                                  |                                      |   |  |  |  |     | Score brut | Conversion sur 10 |
|--------------------|--------------------|-------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|---|--|--|--|-----|------------|-------------------|
|                    | Biocapacité (13.1) | Espèces menacées (13.2) | Concentrations de particules (13.3) | Émissions d'oxyde d'azote (13.4) | Émission de dioxyde de soufre (13.5) | Émissions de composés organiques volatiles non méthaniques (13.6) |  |  |  |     |            |                   |
| <b>Piège</b>       | <b>10 à 0</b>      | <b>10 à 0</b>           | <b>10 à 0</b>                       | <b>10 à 0</b>                    | <b>10 à 0</b>                        | <b>10 à 0</b>   |  |  |  |     |            |                   |
| Autriche           | 6,5                | 5                       | 7                                   | 7,5                              | 8                                    | 8   |  |  |  | 8   | 42         | 7,00              |
| Belgique           | 3,5                | 7                       | 7,5                                 | 2                                | 0                                    | 4   |  |  |  | 4   | 24         | 4,00              |
| Bulgarie           | 6                  | 5                       | 4,5                                 | 8,5                              | 0                                    | 10  |  |  |  | 10  | 34         | 5,67              |
| Croatie            | 8,5                | 3,5                     | 7                                   | 9                                | 9                                    | 8   |  |  |  | 8   | 45         | 7,50              |
| Chypre             | 1                  | 5,5                     | 6,5                                 | 5,5                              | 3                                    | 7,5   |  |  |  | 7,5 | 29         | 4,83              |
| République tchèque | 5,5                | 7                       | 8                                   | 6,5                              | 7,5                                  | 8   |  |  |  | 8   | 42,5       | 7,08              |
| Danemark           | 10                 | 6,5                     | 8                                   | 6,5                              | 10                                   | 8   |  |  |  | 8   | 49         | 8,17              |
| Estonie            | 10                 | 8                       | 9                                   | 9                                | 7,5                                  | 10  |  |  |  | 10  | 53,5       | 8,92              |
| Finlande           | 10                 | 7,5                     | 8,5                                 | 9                                | 10                                   | 10  |  |  |  | 10  | 55         | 9,17              |
| France             | 6                  | 3                       | 8,5                                 | 7,5                              | 10                                   | 6   |  |  |  | 6   | 41         | 6,83              |
| Allemagne          | 4                  | 5,5                     | 8                                   | 6,5                              | 9                                    | 6,5   |  |  |  | 6,5 | 39,5       | 6,58              |
| Grèce              | 4                  | 2                       | 6,5                                 | 7,5                              | 6                                    | 8,5   |  |  |  | 8,5 | 34,5       | 5,75              |
| Hongrie            | 5                  | 5,5                     | 8,5                                 | 8                                | 9                                    | 8,5   |  |  |  | 8,5 | 44,5       | 7,42              |
| Irlande            | 8                  | 6,5                     | 8,5                                 | 8,5                              | 10                                   | 10  |  |  |  | 10  | 51,5       | 8,58              |
| Italie             | 2,5                | 3                       | 7,5                                 | 6,5                              | 9                                    | 6   |  |  |  | 6   | 34,5       | 5,75              |
| Lettonie           | 10                 | 7,5                     | 8,5                                 | 10                               | 10                                   | 10  |  |  |  | 10  | 56         | 9,33              |
| Lituanie           | 9,5                | 7,5                     | 8                                   | 9                                | 10                                   | 9   |  |  |  | 9   | 53         | 8,83              |
| Luxembourg         | 8                  | 8,5                     | 8,5                                 | 10                               | 10                                   | 8   |  |  |  | 8   | 53         | 8,83              |
| Malte              | 1                  | 6                       | n/a                                 | 0                                | 0                                    | 1,5   |  |  |  | 1,5 | 8,5        | 1,42              |
| Pays-Bas           | 2,5                | 7,5                     | 6,5                                 | 2                                | 8,5                                  | 6   |  |  |  | 6   | 33         | 5,50              |
| Pologne            | 4,5                | 7                       | 6                                   | 7,5                              | 6,5                                  | 8,5   |  |  |  | 8,5 | 40         | 6,67              |
| Portugal           | 3,5                | 1                       | 7,5                                 | 7,5                              | 8                                    | 7   |  |  |  | 7   | 34,5       | 5,75              |
| Roumanie           | 5                  | 5,5                     | 8,5                                 | 9                                | 8                                    | 9   |  |  |  | 9   | 45         | 7,50              |
| Slovaquie          | 6                  | 7                       | 8,5                                 | 8,5                              | 9                                    | 8,5   |  |  |  | 8,5 | 47,5       | 7,92              |
| Slovénie           | 7                  | 3,5                     | 7                                   | 8                                | 10                                   | 8   |  |  |  | 8   | 43,5       | 7,25              |
| Espagne            | 3,5                | 2                       | 7                                   | 6,5                              | 7,5                                  | 8   |  |  |  | 8   | 34,5       | 5,75              |
| Suède              | 10                 | 7                       | 9                                   | 10                               | 10                                   | 10  |  |  |  | 10  | 56         | 9,33              |
| Royaume-Uni        | 3                  | 4,5                     | 8,5                                 | 3,5                              | 7,5                                  | 6   |  |  |  | 6   | 33         | 5,50              |

## **Critère 14 : Gestion de l'environnement**

### **Enjeu 1. Gestion des ressources énergétiques**

Cet enjeu est subdivisé entre l'intensité énergétique, qui est mesurée par la consommation d'énergie par unité de PIB ; l'énergie renouvelable, mesurée par le pourcentage de la consommation totale en énergie primaire ; et la consommation d'énergie par habitant, mesurée en kg équivalent pétrole.

#### Indicateur 14.1. Intensité énergétique

*MdC :* Consommation d'énergie par unité de PIB (en dollars constants à parité de pouvoir d'achat, par kg équivalent pétroles)

*Source :* WDI

#### Indicateur 14.2. Énergie renouvelable

*MdC :* % de la consommation totale en énergie primaire

*Source :* WDI

#### Indicateur 14.3. Consommation d'énergie par habitant

*MdC :* kg équivalent pétrole par habitant

*Source :* WDI

### **Enjeu 2. Conservation des ressources**

Cet enjeu est mesuré par quatre indicateurs : les empreintes environnementales de 1) la production et 2) la consommation ; 3) les émissions de gaz à effet de serre par habitant; 4) l'épuisement des ressources naturelles en pourcentage du revenu national brut.

#### Indicateur 14.4. Empreinte environnementale de la production

*MdC :* Somme des empreintes écologiques de toutes les ressources extraites et des émissions de dioxyde de carbone générées à l'intérieur des frontières du pays, en hectares globaux par habitant.

*Source :* Global footprint network

#### Indicateur 14.5. Empreinte environnementale de la consommation

*MdC :* Hectares globaux (gha) par habitant

*Source :* Global footprint network

#### Indicateur 14.6 : Émissions de gaz à effet de serre par habitant

*MdC :* Tonnes par habitant et par an

*Source :* WDI, CCNUCC

#### Indicateur 14.7. Épuisement des ressources naturelles

*MdC :* Somme de l'épuisement net des forêts, de l'épuisement énergétique et minéral, en % du revenu national brut.

*Source :* WDI

### **Enjeu 3. Gestion des ressources en eau**

Cet enjeu est mesuré par le total annuel des prélèvements d'eau douce en pourcentage des ressources internes en eau renouvelables, les prélèvements d'eau par habitant et le pourcentage du territoire où la consommation d'eau excède 40 % des réserves disponibles.

#### Indicateur 14.8. Prélèvements d'eau

*MdC :* Prélèvements annuels d'eau douce, total (% des ressources internes)

*Source :* WDI

Indicateur 14.9. Prélèvements d'eau par habitant

*MdC :* Mètres cubes par habitant

*Source :* WDI

Indicateur 14.10. Stress hydrique

*MdC :* % du territoire où la consommation d'eau excède 40% des réserves disponibles

*Source :* EPI

#### **Enjeu 4. Performance environnementale**

L'indice de performance environnementale (EPI) mesure la performance des pays en matière de santé publique environnementale et de vitalité de l'écosystème.

Indicateur 14.11. Indice de performance environnementale (EPI)

*MdC :* Mesure de la performance des pays en matière de santé publique environnementale et de vitalité de l'écosystème sur une série de 25 indicateurs.

*Source :* EPI

#### **Enjeu 5. Impact des externalités environnementales**

Cet enjeu est mesuré par le nombre de décès par million d'habitants dus à la pollution de l'air et de l'eau, à l'intérieur et à l'extérieur.

Indicateur 14.12. Nombre de décès dus à la pollution de l'air et de l'eau, à l'intérieur et à l'extérieur

*MdC :* Nombre de décès par million de personnes

*Source :* RDH

# Gestion de l'environnement

| PAYS               | INDICATEURS                  |                             |  |  |  |                                      |   |  |  |                         |  |   |            |                   |
|--------------------|------------------------------|-----------------------------|--|--|--|--------------------------------------|---|--|--|-------------------------|--|---|------------|-------------------|
|                    | Intensité énergétique (14.1) | Énergie renouvelable (14.2) | Consommation d'énergie par habitant (14.3) | Empreinte écologique de la production (14.4) | Empreinte écologique de la consommation (14.5) | Émissions de GES par habitant (14.6) | Épuisement des ressources naturelles (14.7) | Prélèvements d'eau en % des ressources internes (14.8) | Prélèvements d'eau par habitant (14.9) | Stress hydrique (14.10) | Indice de performance environnementale (EPI) (14.11) | Nombre de décès dus à la pollution de l'air et de l'eau, à l'intérieur et à l'extérieur (14.12) | Score brut | Conversion sur 10 |
| <b>Pays</b>        | <b>10 à 0</b>                | <b>10 à 0</b>               | <b>10 à 0</b>                              | <b>10 à 0</b>                                | <b>10 à 0</b>                                  | <b>10 à 0</b>                        | <b>10 à 0</b>                               | <b>10 à 0</b>  | <b>10 à 0</b>                          | <b>10 à 0</b>           | <b>10 à 0</b>  | <b>10 à 0</b>   |            |                   |
| Autriche           | 6,5                          | 10                          | 1  | 1  | 0  | 5                                    | 9,5   | 7,5  | 5,5                                    | 10                      | 7  | 7   | 70         | 5,83              |
| Belgique           | 4                            | 4                           | 0  | 2  | 0  | 4,5                                  | 9,5   | 0  | 4                                      | 0,5                     | 6  | 6   | 40,5       | 3,38              |
| Bulgarie           | 3                            | 6,5                         | 4  | 3  | 4,5  | 5,5                                  | 8,5   | 0,5  | 1,5                                    | 3                       | 4,5  | 2   | 46,5       | 3,88              |
| Croatie            | 5,5                          | 9,5                         | 5,5  | 4,5  | 2,5  | 7                                    | 9   | 9  | 8,5                                    | 10                      | 6  | 5,5   | 82,5       | 6,88              |
| Chypre             | 6                            | 6                           | 5  | n/a  | 2  | 6                                    | 10  | 2,5  | 8                                      | 10                      | 4,5  | 6   | 66         | 5,50              |
| République tchèque | 4                            | 4,5                         | 0,5  | 0,5  | 1  | 3,5                                  | 9,5   | 5,5  | 8                                      | 9,5                     | 6,5  | 6,5   | 59,5       | 4,96              |
| Danemark           | 7                            | 10                          | 3  | 0  | 0  | 5                                    | 8   | 6,5  | 8,5                                    | 9,5                     | 6  | 7,5   | 71         | 5,92              |
| Estonie            | 3                            | 1,5                         | 0,5  | 0  | 0,5  | 2                                    | 8,5   | 5,5  | 0                                      | 9,5                     | 4,5  | 8,5   | 44         | 3,67              |
| Finlande           | 3,5                          | 10                          | 0  | 0  | 0  | 3,5                                  | 9,5   | 9,5  | 7                                      | 9,5                     | 6  | 9,5   | 68         | 5,67              |
| France             | 5                            | 10                          | 1  | 3  | 0,5  | 6                                    | 9,5   | 4,5  | 5                                      | 8                       | 7  | 8   | 67,5       | 5,63              |
| Allemagne          | 6,5                          | 7                           | 1,5  | 2,5  | 1  | 4,5                                  | 9,5   | 0  | 6                                      | 6,5                     | 6,5  | 7,5   | 59         | 4,92              |
| Grèce              | 6                            | 7,5                         | 4,5  | 3,5  | 1  | 4,5                                  | 9,5   | 4,5  | 1,5                                    | 9                       | 5  | 5,5   | 62         | 5,17              |
| Hongrie            | 5                            | 4                           | 4,5  | 4,5  | 4  | 6,5                                  | 9,5   | 0  | 4,5                                    | 5                       | 4,5  | 6   | 58         | 4,83              |
| Irlande            | 8,5                          | 6,5                         | 3,5  | 1  | 0  | 4                                    | 9,5   | 9  | 8                                      | 10                      | 5  | 10  | 75         | 6,25              |
| Italie             | 7                            | 10                          | 4  | 5  | 2  | 6                                    | 9,5   | 2  | 2,5                                    | 6,5                     | 7  | 7   | 68,5       | 5,71              |
| Lettonie           | 4,5                          | 10                          | 5  | 0  | 2  | 7                                    | 9,5   | 9  | 8                                      | 10                      | 7,5  | 10  | 82,5       | 6,88              |
| Lituanie           | 5                            | 4,3                         | 4,5  | 2,5  | 2  | 7                                    | 9,5   | 5  | 3,5                                    | 8,5                     | 6,5  | 6   | 64,3       | 5,36              |
| Luxembourg         | 6                            | 1                           | 0  | n/a  | 0  | 0                                    | 9,5   | 8  | 8,5                                    | 10                      | 7  | 10  | 60         | 5,00              |
| Malte              | 7,5                          | 0,5                         | 5  | n/a  | 1  | 6,5                                  | 10  | 0  | 8,5                                    | 10                      | 2,5  | 10  | 61,5       | 5,13              |
| Pays-Bas           | 5                            | 1,5                         | 0  | 3  | 0  | 4,5                                  | 9   | 0  | 4                                      | 5                       | 6,5  | 6   | 44,5       | 3,71              |
| Pologne            | 5                            | 1,5                         | 4  | 3,5  | 2  | 5                                    | 8,5   | 2,5  | 7                                      | 8,5                     | 6  | 6,5   | 60         | 5,00              |
| Portugal           | 7                            | 10                          | 5  | 5  | 1,5  | 6,5                                  | 9,5   | 2,5  | 2,5                                    | 8                       | 4,5  | 6   | 68         | 5,67              |
| Roumanie           | 4,5                          | 8,5                         | 6  | 6  | 5  | 7                                    | 8,5   | 4,5  | 7                                      | 6,5                     | 2,5  | 1   | 67         | 5,58              |
| Slovaquie          | 4,5                          | 8,5                         | 3  | 3,5  | 3  | 6                                    | 9,5   | 8  | 8,5                                    | 10                      | 6,5  | 8,5   | 79,5       | 6,63              |
| Slovénie           | 4,5                          | 10                          | 2  | 3,5  | 2  | 5                                    | 9,5   | 8  | 5,5                                    | 10                      | 5,5  | 7   | 72,5       | 6,04              |
| Espagne            | 6,5                          | 10                          | 4  | 3  | 1,5  | 6                                    | 9,5   | 0,5  | 3                                      | 2,5                     | 5  | 7   | 58,5       | 4,88              |
| Suède              | 4,5                          | 10                          | 0  | 0  | 0  | 6,5                                  | 9,5   | 9,5  | 7                                      | 10                      | 7  | 8,5   | 72,5       | 6,04              |
| Royaume-Uni        | 7,5                          | 3,5                         | 3  | 4,5  | 1  | 5,5                                  | 8,5   | 7  | 8                                      | 8                       | 7  | 6   | 69,5       | 5,79              |

# Annexe

## Classement Final (Droits humains et Environnement)

| Pays               | Classement Final |
|--------------------|------------------|
| Suède              | 1                |
| Finlande           | 2                |
| Danemark           | 3                |
| Slovénie           | 4                |
| France             | 5                |
| Autriche           | 6                |
| Pays-Bas           | 7                |
| Irlande            | 8                |
| Allemagne          | 9                |
| Luxembourg         | 10               |
| Estonie            | 11               |
| Lituanie           | 11               |
| Royaume-Uni        | 13               |
| Espagne            | 14               |
| Slovaquie          | 15               |
| Croatie            | 16               |
| Portugal           | 17               |
| République tchèque | 18               |
| Belgique           | 19               |
| Italie             | 20               |
| Hongrie            | 21               |
| Lettonie           | 22               |
| Roumanie           | 23               |
| Pologne            | 24               |
| Bulgarie           | 25               |
| Grèce              | 26               |
| Chypre             | 27               |
| Malte              | 28               |

## Classement Droits humains

| Pays               | Droits humains |
|--------------------|----------------|
| Suède              | 1              |
| Finlande           | 2              |
| Pays-Bas           | 3              |
| Danemark           | 4              |
| France             | 5              |
| Slovénie           | 6              |
| Autriche           | 7              |
| Allemagne          | 8              |
| Belgique           | 9              |
| Espagne            | 10             |
| Royaume-Uni        | 11             |
| Estonie            | 12             |
| Luxembourg         | 13             |
| Irlande            | 14             |
| Lituanie           | 15             |
| Portugal           | 16             |
| Italie             | 17             |
| République tchèque | 18             |
| Slovaquie          | 19             |
| Hongrie            | 20             |
| Croatie            | 21             |
| Bulgarie           | 22             |
| Malte              | 23             |
| Roumanie           | 24             |
| Pologne            | 25             |
| Lettonie           | 26             |
| Chypre             | 27             |
| Grèce              | 28             |



## Classement Environnement

| Pays               | Environnement |
|--------------------|---------------|
| Lettonie           | 1             |
| Suède              | 2             |
| Irlande            | 3             |
| Finlande           | 4             |
| Slovaquie          | 5             |
| Croatie            | 6             |
| Lituanie           | 7             |
| Danemark           | 8             |
| Luxembourg         | 9             |
| Slovénie           | 10            |
| Roumanie           | 11            |
| Autriche           | 12            |
| Estonie            | 13            |
| France             | 14            |
| Hongrie            | 15            |
| République tchèque | 16            |
| Pologne            | 17            |
| Allemagne          | 18            |
| Italie             | 19            |
| Portugal           | 20            |
| Royaume-Uni        | 21            |
| Grèce              | 22            |
| Espagne            | 23            |
| Chypre             | 24            |
| Bulgarie           | 25            |
| Pays-Bas           | 26            |
| Belgique           | 27            |
| Malte              | 28            |



## Établir les faits

### Des missions d'enquête et d'observation judiciaire

Depuis l'envoi d'un observateur judiciaire à un procès jusqu'à l'organisation d'une mission internationale d'enquête, la FIDH développe depuis cinquante ans une pratique rigoureuse et impartiale d'établissement des faits et des responsabilités. Les experts envoyés sur le terrain sont des bénévoles.

La FIDH a mandaté environ 1 500 missions dans une centaine de pays ces 25 dernières années.

Ces actions renforcent les campagnes d'alerte et de plaidoyer de la FIDH.

## Soutenir la société civile

### Des programmes de formation et d'échanges

En partenariat avec ses organisations membres et dans leur pays, la FIDH organise des séminaires, tables rondes... Ils visent à renforcer la capacité d'action et d'influence des défenseurs des droits de l'Homme et à accroître leur crédibilité auprès des pouvoirs publics locaux.

## Mobiliser la communauté des États

### Un lobbying permanent auprès des instances intergouvernementales

La FIDH soutient ses organisations membres et ses partenaires locaux dans leurs démarches au sein des organisations intergouvernementales. Elle alerte les instances internationales sur des situations de violations des droits humains et les saisit de cas particuliers. Elle participe à l'élaboration des instruments juridiques internationaux.

## Informer et dénoncer

### La mobilisation de l'opinion publique

La FIDH alerte et mobilise l'opinion publique. Communiqués et conférences de presse, lettres ouvertes aux autorités, rapports de mission, appels urgents, web, pétitions, campagnes... La FIDH utilise ces moyens de communication essentiels pour faire connaître et combattre les violations des droits humains.

**La FIDH**  
**fedère 178** organisations de  
**défense des droits humains**  
réparties sur les **5 continents**

---

#### FIDH - Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

17, passage de la Main-d'Or - 75011 Paris - France  
CCP Paris: 76 76 Z  
Tél: (33-1) 43 55 25 18 / Fax: (33-1) 43 55 18 80  
www.fidh.org

Directeur de la publication: Karim Lahidji  
Rédacteur en chef: Antoine Bernard  
Auteurs: Dr Edzia Carvalho, Dr Andrew Fagan, Dr Julia Firmin et Harald Condé Piquer  
Coordination: Geneviève Paul, Harald Condé Piquer  
Design: CBT

La FIDH  
 **fédère 178 organisations de  
défense des droits humains**  
réparties sur les **5 continents**



l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes. Article 5 : Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Article 6 : Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique. Article 7 : Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination. Article 8 : Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi. Article 9 : Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. Article 10 : Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial,

## CE QU'IL FAUT SAVOIR

La FIDH agit pour la protection des victimes de violations des droits de l'Homme, la prévention de ces violations et la poursuite de leurs auteurs.

### **Une vocation généraliste**

La FIDH agit concrètement pour le respect de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme – les droits civils et politiques comme les droits économiques, sociaux et culturels.

### **Un mouvement universel**

Créée en 1922, la FIDH fédère aujourd'hui 178 organisations nationales dans plus de 100 pays. Elle coordonne et soutient leurs actions et leur apporte un relais au niveau international.

### **Une exigence d'indépendance**

La FIDH, à l'instar des ligues qui la composent, est non partisane, non confessionnelle et indépendante de tout gouvernement.

# fidh

Retrouvez les informations sur nos 178 ligues sur [www.fidh.org](http://www.fidh.org)